

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 168

22 janvier 2008

SOMMAIRE

Arfil S.A.	8018	J.R.T. S.à r.l.	8061
Atmer Holding S.à r.l.	8052	La Milanese S.à.r.l.	8062
Can't Stop	8062	Machilu S.A.	8018
Chernoye Morye Luxembourg S.à r.l.	8042	MAMERANUS Participations S.A.	8058
Clownsviz B.V.	8020	Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A.	8041
Conceptual Minds S.A.	8053	Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A.	8052
Cooper Finance Group	8061	Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A.	8042
Cooper Investment Group	8064	Pegasus Management Holdings	8033
Dalupa Holding Luxembourg S.A.	8032	Piet Luys Industries S.A.	8062
ESIM S.A.	8042	Plamex S.A.	8020
Felak s.à r.l.	8019	Real Flex International S.A.	8020
Garage Fumanti S.à r.l.	8064	Red Cedar Holding S.A.	8064
Hôtel Restaurant de la Station S.à r.l.	8063	Right Management Consultants (Luxem- bourg) S.A.	8058
IBC-Worldwide International Business Consulting & Partner S.à r.l.	8063	Simon & Christiansen S.A., Ingénieurs Conseils	8060
Immobilier JPF S.à.r.l.	8018	VF Luxembourg S.à r.l.	8041
Indira S.à r.l.	8063	Votus Shipping International S.A.	8060
International Shipping House S.A.	8062	WestLB Orion Limited S.à r.l.	8043
INTRAWEST Luxembourg S.A.	8033	Wings International S.à.r.l.	8060
Intrawest Luxembourg S.à r.l.	8033		
Jovialis S.à r.l.	8061		
JPF Pétange Immobilier S.à.r.l.	8018		
J.P. Morgan Fonds (Luxembourg) S.A.	8058		

**Immobilier JPF S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. JPF Pétange Immobilier S.à.r.l.)**

Siège social: L-4751 Pétange, 161, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 131.469.

L'an deux mille sept, le seize novembre.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Madame Jacqueline Parente, agent immobilier, née à Longwy (F), le 2 août 1957 et son époux

Monsieur Patrick Filipputti, conseiller commercial, né à Mont-Saint-Martin (F), le 13 octobre 1954, demeurant ensemble à F-54400 Longwy, 7, rue Legendre

agissant en qualité d'associés uniques de la société JPF PETANGE IMMOBILIER S.à.r.l. (RC B 131.469) avec siège à L-4761 Pétange, 161, route de Longwy, constituée suivant acte notarié du 21 août 2007, publié au Mémorial C no 2278 du 11 octobre 2007.

Lesquels comparants ont requis le notaire de documenter le changement suivant:

Changement de la raison sociale en IMMOBILIER JPF S.à.r.l. et modification afférente de l'article 1^{er} des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de IMMOBILIER JPF S.à.r.l.

Frais

Les frais du présent acte sont estimés à la somme de six cent cinquante euros.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: Parente, Filipputti, G. D'Huart.

Enregistré à Esch/Alzette, le 28 novembre 2007, Relation: EAC/2007/14869. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 3 décembre 2007.

G. D'Huart.

Référence de publication: 2008005208/207/30.

(070177139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2007.

Arfil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 60.046.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008005883/43/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07226. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Machilu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R.C.S. Luxembourg B 107.887.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008005884/43/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, réf. LSO-CL06305. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Felak s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6830 Berbourg, 7A, Neie Wee.

R.C.S. Luxembourg B 77.162.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le onze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

Ont comparu:

1.- La société à responsabilité limitée IVESO SOPARFI S.à r.l., ayant son siège social à L-6238 Braidweiler, 11, rue Hicht,

ici dûment représentée par son gérant unique Monsieur Robert Federspiel, qualifié ci-après.

2.- Monsieur Robert Federspiel, administrateur de société, né à Luxembourg, le 6 juillet 1952, divorcé, demeurant à L-6238 Braidweiler, 11, rue Hicht, (matricule: 1952 07 06 111).

3.- Madame Alix Kinnen, sans état particulier, demeurant à L-6834 Biwer, 4, Um Knapp,

ici représentée par Monsieur Robert Federspiel, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

4.- Monsieur Marco Raus, indépendant, demeurant à L-3918 Mondercange, 1, rue d'Ehlerange,

ici représenté par Monsieur Robert Federspiel, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

5.- Monsieur Armand Lang, maître-serrurier-électricien, demeurant à L-6557 Dickweiler, 6, rue d'Echternach,

ici représenté par Madame Sylvie Lang, économiste, demeurant à L-6557 Dickweiler, 6, rue d'Echternach, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquelles procurations, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit leurs déclarations et constatations:

a) Que la société à responsabilité limitée FELAK s.à r.l., (ci-après dénommée la «Société»), avec siège social à L-6830 Berbourg, 7A, Neie Wee, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 77.162, (matricule: 2000 24 11 130), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 juillet 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 10 du 6 janvier 2001.

b) Que le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

c) Que les comparants sont les seuls et uniques associés de la Société.

d) Que la Société est actuellement encore propriétaire des biens immobiliers suivants sis à Wecker, Op Huefdréisch, inscrite au cadastre de la commune de Biwer, section D de Wecker:

- sous le numéro 524/2442, au lieu-dit: «Op Huefdréisch», comme rue, contenant 30 ares;

- sous le numéro 524/2443, au lieu-dit: «Op Huefdréisch», comme passage ou escalier, contenant 1,25 ares; et

- sous le numéro 524/2444, au lieu-dit: «Op Huefdréisch», comme place verte, contenant 24,15 ares.

Origine de propriété

e) Que la société à responsabilité limitée FELAK S.à r.l. est devenue propriétaire des bien immeubles prédécrits pour l'avoir acquis aux termes d'un acte de vente reçu par le notaire instrumentant en date du 24 juillet 2000, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg, le 9 août 2000, volume 1647, numéro 104, suivi d'une déclaration de command, reçu par le notaire soussigné en date du 24 juillet 2000, transcrit audit bureau des hypothèques, le 14 août 2000, volume 1648, numéro 54.

f) Que d'un commun accord des associés lesdits biens immeubles sont évalués globalement à 200,- EUR.

g) Que lesdits biens immeubles sont attribués, d'un commun accord des associés, à Monsieur Robert Federspiel, préqualifié.

h) Que Monsieur Robert Federspiel, préqualifié, a payé une soulte d'un montant de quarante euros (40,- EUR) à chacun des autres associés.

i) Que ces montants ont été payés avant la passation des présentes et hors la présence du notaire, ce dont quittance, avec renonciation à tout privilège et droit de résolution.

j) Que les associés ont décidé de dissoudre et de liquider la Société, qui a interrompu ses activités.

k) Que les associés déclarent avoir pleine connaissance des statuts de la Société et qu'ils connaissent parfaitement la situation financière de la Société.

l) Que les associés se désignent comme liquidateurs de la Société.

m) Que les liquidateurs requièrent le notaire instrumentant d'acter qu'ils déclarent avoir réglé tout le passif de la Société, moyennant reprise par les actionnaires de l'intégralité de l'actif et du passif, et transférer tous les actifs au profit des actionnaires.

n) Que les comparants sont investis de tous les éléments actifs de la Société et répondront personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la Société même inconnus à ce jour.

o) Que partant, la liquidation de la Société, réalisée aux droits des parties, est à considérer comme faite et clôturée.

p) Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société pour l'exécution de leur mandat.

q) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège social.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, incombant à raison des présentes, sous quelque forme que ce soit, est approximativement évalué à neuf cents euros.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Federspiel, Lang, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 décembre 2007, Relation GRE/2007/5758. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 27 décembre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2008005225/231/75.

(070177335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 décembre 2007.

Plamex S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 12, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 44.059.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008005885/43/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, réf. LSO-CL06303. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Real Flex International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 78.125.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008005886/43/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, réf. LSO-CL06302. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Clownsvi B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.642.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the nineteenth day of December.

Before Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

Is held an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of CLOWNSVIS B.V., (the «Company»), a private company with limited liability, having its registered office in Amsterdam, The Netherlands, having its office address at 1097 JB Amsterdam, Prins Bernhardplein 200, incorporated by deed enacted on 21 December 2005, and registered with the Amsterdam Trade Register under number 34238344.

All the 18,001 (eighteen thousand and one) shares, composed of 18,000 (eighteen thousand) class A shares and 1 (one) class B share, representing the entire share capital of the Company, are owned by ORCA S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Here represented by Mr Jean-François Findling and/or Mrs Laurie-Anne Takerkart, and/or Ms Sophie Arvieux, lawyer, with professional address at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg by virtue of a power of attorney dated 18 December 2007, which, signed by the appearing person and the notary, shall remain annexed thereto to be registered with the minutes.

The sole shareholder of the Company, exercising the powers of the General Meeting, requests the notary to act that:

I.- All the shares are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the sole shareholder of the Company has been beforehand informed.

II.- The managing directors of the Company have had the opportunity to give their advice with respect to the following resolutions.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

I. Waiving of the notice right;

II. Acknowledgment of the resignation of FORTIS INTERTRUST NETHERLANDS B.V. as managing director B of the Company and granting of discharge;

III. Approval of the resolutions of the managing directors dated 17 December 2007 resolving, inter alia, to transfer the place of effective management and control of the Company and the Company's office address to Luxembourg;

IV. Acknowledgment that the Company continues under Dutch law to be regarded as validly incorporated in The Netherlands;

V. Acknowledgment and ratification of the amendments of the articles of association of the Company in order to comply them with Luxembourg legislation on the «sociétés à responsabilité limitée»;

VI. Confirmation of the description and consistency of all the assets and liabilities of the Company and of the paid-up issued share capital of the Company;

VII. Appointment of the new managing directors of the Company.

III.- The meeting was provided with the following documents:

i. A copy of the current articles of association of the Company along with their English translation;

ii. A copy of an extract from the Amsterdam Trade Registry regarding the Company, dated 30 November 2007 with its English translation dated 4 December 2007;

iii. A copy of the written resolutions of the managing directors of the Company taken in The Netherlands dated 17 December 2007 accompanied by their English translation; and

iv. An interim balance sheet of the Company dated 19 December 2007 and a statement of value dated 19 December 2007.

All the above mentioned documentation initialed ne varietur by the proxy-holder of the represented shareholder, and the undersigned notary, will remain attached to the present minutes to be filed.

After the foregoing was approved by the existing shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is hereby resolved that the shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further acknowledged that all the relevant documentation has been put at the disposal of the shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

It is resolved to acknowledge with immediate effect the resignation of FORTIS INTERTRUST NETHERLANDS B.V. from its position as managing director B of the Company and to grant it discharge for the performance of its duties as from the date of its appointment as managing director B of the Company until the date hereof.

Third resolution

It is resolved to transfer the effective place of management and control, the main place of business and the office address of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg, in Luxembourg, at 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and therefore to reiterate, approve of and ratify, in as much as necessary, the resolutions

passed through written resolutions of the managing directors of the Company taken on 17 December 2007 resolving (i) to transfer the effective place of management and control of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg, to transfer the business activities of the Company to Luxembourg and to close it down in The Netherlands, (ii) to close the Company's bank account in The Netherlands and to terminate any lease contracts and any other agreements or contracts that have been entered into by the Company in relation to the management and office address of the Company in The Netherlands, (iii) to relocate its offices, transfer its books and records to the Grand-Duchy of Luxembourg, (iv) to open a bank account in the name of the Company with a bank in Luxembourg and to transfer the credit balance on all bank accounts held by the Company in The Netherlands to the bank account held by the Company with the aforementioned bank in Luxembourg.

Fourth resolution

It is resolved that the Company continues in the Grand-Duchy of Luxembourg, in the form of a Luxembourg «société à responsabilité limitée» but under the understanding that the Company continues to be regarded under the law of The Netherlands as a validly incorporated Dutch company.

Fifth resolution

It is resolved to amend the articles of association of the Company in order to make them comply, in substance, with both the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg applicable to a Luxembourg «société à responsabilité limitée» and the laws of The Netherlands applicable to a Dutch «besloten vennootschap» in accordance with the draft deed of amendment to the articles of association drawn up by Houthoff Buruma (the «Deed of Amendment») and to authorize each member of the management board of the Company, as well as each employee, (candidate) civil-law notary and each lawyer of the law firm HOUTHOFF BURUMA N.V., each of them individually, to apply for the Ministerial Certificate of No-Objection and to sign the Deed of Amendment. In addition, it is resolved to ratify the current version of the articles of association of the Company, the terms of which are reproduced hereafter:

«Name and Registered seat

Art. 1.

1. The company is a private limited liability company.
2. The name of the company is: CLOWNSVIS B.V.
3. It has its registered seat in Amsterdam, The Netherlands.

As at the date of execution of this deed, the company has its effective place of management and centre of its main interests in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. The effective place of management may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by resolution of the board of management. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the board of management.

4. The company is established for an unlimited duration.

Objects

Art. 2. The objects of the company are:

- a. to incorporate, to participate in any way whatsoever, to manage, to supervise, to operate and to promote enterprises, businesses and companies;
 - b. to finance businesses and companies;
 - c. to borrow, to lend and to raise funds, including the issue of promissory notes or other securities or evidence of indebtedness as well as to enter into agreements in connection with the aforementioned;
 - d. to supply advice and to render services to enterprises and companies with which the company forms a group and to third parties;
 - e. to render guarantees, to bind the company and to pledge its assets for obligations of the companies and enterprises with which it forms a group and on behalf of third parties;
 - f. to obtain, alienate, manage and exploit registered property and items of property in general;
 - g. to trade in currencies, securities and items of property in general;
 - h. to develop and trade in patent, trade marks, licenses, knowhow and other industrial property rights;
 - i. to perform any and all activity of industrial, financial or commercial nature;
- as well as everything pertaining to the foregoing, relating thereto or conducive thereto, all in the widest sense of the word.

Share capital and Shares

Art. 3.

1. The authorized and issued share capital of the company amounts to EUR 18,001.- (eighteen thousand and one Euro), divided into 18,000 (eighteen thousand) class A shares and 1 (one) class B share, with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each (all together referred to as the «shares»).
2. The issuance of shares may only be effected pursuant to a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders.

For the issue of a share it shall be necessary to have a deed executed for that purpose in the presence of a notary which deed shall mention the persons involved as parties.

3. Shares shall be fully paid up when subscribed.

4. When issuing the shares, the company shall not be permitted to subscribe for its own shares. Subject to the relevant legal requirements, the company may nevertheless redeem its own shares.

5. The redemption by the company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6. To the extent permissible under the applicable laws, the power to confer voting rights on those who have a right to usufruct or a right of pledge over shares has been excluded.

Register of shareholders

Art. 4.

1. The shares shall be registered shares and they shall be consecutively numbered.

No share certificates shall be issued.

2. The board of management shall keep a register at the office of the company containing the names and the addresses of all the shareholders and giving information about the date of acquisition of the shares, the date of the acknowledgement or notice of transfer as well as the amount paid up on each share, and all other data as required by law. Each shareholder shall give his address to the board of management in writing.

3. Every entry recorded in the register shall be signed by a manager; the register shall be kept regularly up to date.

Transfer of shares

Art. 5.

1. The transfer of a share or of a limited right to it shall be effected by means of a deed being executed for that purpose by a notary which deed shall mention the persons involved as parties.

2. The rights attached to the share may only be exercised after the company has acknowledged the legal transaction or after an instrument of transfer has been served on the company, or alternatively after the company has acknowledged these by recording them in the shareholders' register.

3. With the exception of the provisions in paragraph 4 of this article, acknowledgement of transfer is made in the instrument itself or alternatively after a notarial copy of or an extract from the instrument of transfer has been submitted to the company; in the latter case the company shall write a statement on the submitted document which shall bear a fixed date. Notice of transfer is effected by means of a notarial copy of or an extract from the instrument of transfer being served on the company.

4. The company that has been informed about a legal transaction as mentioned in paragraph 2 of this article shall be entitled, as long as it has not been requested to acknowledge that transaction and as long as an instrument of transfer has not been served on the company, to acknowledge that transaction of its own accord by entering into the shareholders' register the name of the person to whom the share or the limited right was transferred. This shall be forthwith brought to the notice of the parties involved in the legal transaction by means of a registered letter in which the company requests the above-mentioned parties subsequently to submit a copy or extract as mentioned in paragraph 3 of this article. After receiving this, the company shall write a statement on it as evidence of acknowledgment, in the manner mentioned in paragraph 3 of this article, prescribed for acknowledgment; the date of the entry shall be considered the date of acknowledgment.

Restrictions on the transfer of shares

Art. 6.

1. In order to be valid, any transfer of shares shall require the approval in accordance with the provisions of this article of the general meeting of the shareholders of the company. No approval is required if:

- all shareholders have approved the intended transfer in writing, which approval shall remain valid for three months;
- a shareholder is obligated by law to transfer his shares to a prior shareholder;
- the shares are transferred to another shareholder of the company.

2. A shareholder who wishes to transfer shares in this article also referred to as the applicant shall give notice of such intention to the management board by registered letter or against a receipt, which notice shall specify the number of shares he wishes to transfer and the person or the persons to whom he wishes to transfer the shares.

3. The management board shall be obliged to convene and to hold a general meeting within six weeks from the date of receipt of the notice referred to in the preceding paragraph.

The contents of such notice shall be stated in the convocation.

4. The general meeting can only resolve to grant approval for a transfer with a majority of three quarters of the votes cast, representing at least three quarters of the issued share capital. In the event no resolution could be adopted because

the requirements as set out in the first sentence were not met, a second meeting can be convened in which however the same requirements should be met in order to be able to adopt valid resolutions.

5. If the meeting grants the approval requested, the transfer must take place within three months thereafter.

6. If:

a. no such meeting as referred to in paragraph 3 has been held within the term mentioned in that paragraph;

b. at that meeting no resolution has been adopted regarding the request for approval;

c. such approval has been refused without the meeting having informed the applicant, at the same time as the refusal, of one or more interested parties who are prepared to purchase all the shares to which the request for approval relates, against payment in cash, the approval requested shall be deemed to have been granted and, in the case mentioned under (a), shall be deemed to have been granted on the final day on which the meeting should have been held.

7. Unless the applicant and the party(ies) interested designated by the general meeting and accepted by him agree otherwise as to the purchase price or the determination of the purchase price, the purchase price of the shares shall be determined by an expert, appointed at the request of the most willing party by the chairman of the Chamber of Commerce in whose jurisdiction or district, if applicable, the company has its place of management.

8. The applicant remains entitled to withdraw, until the expiry of one month after the determination of aforesaid price has been communicated to him in writing.

9. The costs of determining the purchase price shall be borne:

a. by the applicant if he withdraws;

b. by the applicant as to one half and the purchasers as to the other half if the shares are purchased by the interested parties, on the understanding that each purchaser shall contribute in proportion to the number of shares purchased by him;

c. by the company in cases not falling under a or b.

Management

Art. 7.

1. The company shall have a board of management, consisting of at least two managing directors.

2. The general meeting of shareholders shall appoint the managing directors, and shall at all times, with or without cause, have power to suspend or to dismiss any of the managing directors.

3. The general meeting of shareholders shall decide, if appropriate, on the remuneration and the further terms and conditions of mandate of each of the managing directors.

4. A meeting of the management board may be convened by any of the members of the management board by notice sent to any and all members specifying the day, time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

5. Any member may participate in a meeting of the management board by appointing, in writing or by fax, telegram, telex or by any other suitable telecommunication means, a proxy.

6. Except as otherwise required by these articles of association, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of votes of managing directors, present or represented.

Resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by written circular, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or any other suitable telecommunication means.

Resolutions in writing approved and signed by all managing directors shall have the same effect as resolutions passed at the board of managing directors' meeting.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Art. 8.

1. Subject to the limitations contained in these articles of association, the board of management shall be in charge of the management of the company.

2. The board of management shall have the obligation to act in pursuance of the directions of the general meeting of shareholders with relation to the general lines to be followed as to the financial, social and economic policy and as to the policy relating to the personnel in the company.

3. The board of management shall have to obtain the approval of the general meeting of shareholders for such decisions with relation to the management of the company, as the general meeting of shareholders may specifically lay down by resolution passed by it to that effect.

4. If a managing director is unavailable or unable to act, then the management of the company shall be vested in the remaining managing director or managing directors. If no managing director is available or able to act, the management of the company shall be temporarily vested in a person appointed for that purpose by the general meeting.

Representation

Art. 9. The board of management shall represent the company. Only the managing directors acting jointly are authorized to represent the company, which shall be bound by their joint signature.

General meetings of shareholders

Art. 10.

1. At least one general meeting of shareholders shall be held annually, that is to say within six months after the close of the financial year.

2. Without prejudice to the provisions of applicable laws, general meetings of shareholders shall be called by the board of management by means of registered letters to be sent on at least fifteen days' notice, not including the day on which it is called and that of the meeting.

3. If the provisions laid down by law or by the company's articles of association relating to the calling of meetings, relating to the drawing up of their agendas and relating to the making available for inspection of the matters that are to be dealt with, have not been complied with, then valid resolutions shall nevertheless be capable of being passed, provided that the entire issued share capital be represented at the meeting in question and provided that the resolution be passed with a unanimous vote.

Art. 11.

1. The general meeting of shareholders shall itself resolve who is to conduct the general meeting.

2. Every share shall confer the right to cast one vote.

3. To the extent that the law does not require a qualified majority, all resolutions shall be passed with an absolute majority of the valid votes cast.

4. The board of management shall keep a record of the resolutions that have been passed. This record shall be open to inspection by the voting members at the principal place of management of the company. Upon request, each of them shall receive a copy of or an extract from this record against payment of cost at most.

Art. 12. Resolutions of shareholders shall, instead of being passed at a general meeting of shareholders, alternatively be capable of being passed in writing which shall include telegraphic, telefax and telex-messages provided that they are so passed with the unanimous vote of all the shareholders who are entitled to vote and provided that the number of shareholders does not exceed twenty-five (25).

Financial year, Annual accounts and the Distribution of profits

Art. 13.

1. The financial year shall be the calendar year.

2. The board of management shall annually close the books of the company as at the last day of every financial year and shall within five months thereafter draw up annual accounts consisting of a balance sheet, a profit and loss account, and explanatory notes. The board of management shall within that period also submit the annual report. The annual accounts shall be signed by all the managing directors; if any signature is missing, then mention shall be made thereof on the annual accounts, stating the reason.

3. The general meeting of shareholders shall confirm and adopt the annual accounts. Adoption of the annual accounts shall not discharge a member of the management board. The general meeting may discharge a member of the management board by a separate resolution.

Art. 14.

1. The profits, shown in the annual accounts confirmed and adopted, shall with due observance of these articles be at the disposal of the general meeting of shareholders.

2. Each year, at least one-twentieth of the net profits shall be allocated to a non-distributable reserve account. The allocation shall cease to be compulsory when this reserve account has reached an amount equal to one-tenth of the paid-up capital, but shall again become compulsory if the reserve falls below such one-tenth.

3. The company shall only then have power to make distributions to shareholders and other persons entitled thereto, chargeable to the profits that qualify to be distributed, in so far as the company's equity is in excess of the portion of the share capital that has been paid up together with the reserves that must be maintained in accordance with provision of law and these articles.

4. The general meeting of shareholders shall, at the majority vote for distribution of dividends, subject to due observance of what has been provided in the third paragraph hereof, and subject to the relevant legal provisions, have power to make payable one or more interim dividends before the end of the current financial year on the basis of a statement of accounts prepared by the board of management, showing that sufficient funds are available for distribution.

5. The distribution of profits shall take place after the confirmation and adoption of the annual accounts, showing that this is allowed.

Liquidation and Winding up

Art. 15.

1. The general meeting of shareholders may at any time resolve to dissolve and to liquidate the company.
 2. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, appointed by the general meeting in accordance with the relevant provisions of the law.
 3. The general meeting of shareholders shall decide on the remuneration of the liquidators.
 4. During the winding-up the company's articles of association shall, in as far as possible, remain of full force and effect.
- Whatever remains of the equity of the company after all its debts have been discharged shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by every one of them.»

Sixth resolution

The sole shareholder records that the description and consistency of the assets and liabilities of the Company results from an interim balance sheet which has been delivered to the notary on the date hereof. A copy of the interim balance sheet, signed *ne varietur* by the proxy holder of the represented shareholder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time.

The sole shareholder states that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Company, which continues to own all its assets and continues to be obliged by all its liabilities and commitments.

Assessment: The sole shareholder states that the total value of all assets and liabilities of the Company is at least equal to the aggregate of the issued share capital of the Company, being EUR 18,001.- (eighteen thousand and one Euros), represented by 18,000 (eighteen thousand) class A shares and 1 (one) class B share, with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

The sole shareholder declares that it owns all the shares of the Company.

Seventh resolution

It is hereby resolved to appoint Mr. Carl Speecke, with professional address at 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and born on 5 March 1964 and Mr. Benoît Nasr, with professional address at 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and born on 26 May 1975, as managing directors of the Company for an undertermined duration, who having received previous notice of their possible designation, have accepted by written in letter of acceptance, their position and assumed the obligation to faithfully and properly carry out their duties.

As a result, the Company's board of managing directors is now composed of:

- Mr. Abilio Diniz;
- Mr. Carl Speecke; and
- Mr. Benoît Nasr.

The Company is bound by the joint signature of all the managing directors.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about € 8,000.-.

For the registration tax, the present transfer of the administrative and actual effective management seat of the Company to Luxembourg is not subject to the pro rata contribution duty in accordance with article 3-2 of the law of December 1971.

The Company has been exempted from the pro rata registration fee in accordance with the tax legislation of The Netherlands.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

Se réunit une Assemblée Générale Extraordinaire de l'associé unique de CLOWNSVIS B.V., (la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Amsterdam, Pays-Bas, ayant ses bureaux sis au 1097 JB Amsterdam, Prins Bernharplein 200, constituée suivant acte notarié du 21 décembre 2005, et enregistrée au Registre du Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34238344.

Toutes les 18.001 (dix-huit mille une) parts sociales, composées de 18.000 (dix-huit mille) parts sociales de catégorie A et 1 (une) part sociale de catégorie B, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont détenues par ORCA S.à.r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ici représentée par M. Jean-François Findling et/ou Mme. Laurie-Anne Takerkart, et/ou Melle Sophie Arvieux, juriste, avec adresse professionnelle au Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 18 décembre 2007, laquelle, une fois signée par le comparant et le notaire instrumentant, restera ci-annexé pour être enregistrée avec l'acte.

L'associé unique de la Société, exerçant les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale, requiert le notaire d'acter que:

I.- Toutes les parts sociales sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'associé unique a été préalablement informé.

II.- Les gérants de la Société ont eu l'occasion de donner leurs avis sur les résolutions suivantes.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda:

I. Renonciation au droit de convocation;

II. Reconnaissance de la démission de FORTIS INTERTRUST NETHERLANDS B.V. comme gérant B de la Société et octroi de la décharge;

III. Approbation des résolutions des gérants datées du 17 décembre 2007 décidant, inter alia, de transférer le lieu de direction effective et de contrôle de la Société et l'adresse des bureaux de la Société au Luxembourg;

IV. Reconnaissance que la Société continue, au regard du droit hollandais, d'être considérée comme valablement constituée aux Pays-Bas;

V. Reconnaissance et ratification des modifications des statuts de la Société afin de mettre ceux-ci en conformité avec les lois luxembourgeoises applicables aux sociétés à responsabilité limitée;

VI. Confirmation de la description et de la consistance de l'actif et du passif de la Société et du capital social émis et libéré de la Société;

VII. Nomination de nouveaux gérants de la Société.

III.- Les documents suivants ont été présentés lors de la réunion:

i. Une copie des présents statuts de la Société ainsi que de leur traduction en langue anglaise;

ii. Une copie d'un extrait du Registre du Commerce d'Amsterdam relatif à la Société, daté du 30 novembre 2007 ainsi que sa traduction en langue anglaise datée du 4 décembre 2007;

iii. Une copie des résolutions écrites des gérants prises aux Pays-Bas le 17 décembre 2007 et leur traduction en langue anglaise; et

iv. Un état comptable intérimaire de la Société daté du 19 décembre 2007 et un rapport d'évaluation daté du 19 décembre 2007.

Tous les documents ci-avant mentionnés et paraphés ne varietur par le mandataire de l'associé représenté et le notaire soussigné, resteront attachés aux présentes minutes pour être enregistrés avec elles.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'associé unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé que l'associé renonce à son droit de convocation à la présente réunion; l'associé reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et se considère valablement convoqué et par conséquent accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est, en outre, reconnu que tous les documents pertinents ont été mis à la disposition de l'associé dans un laps de temps suffisant pour lui permettre d'examiner avec attention chacun de ces documents.

Deuxième résolution

Il est décidé de prendre acte de la démission avec effet immédiat de FORTIS INTERTRUST NETHERLANDS B.V de ses fonctions de gérant B de la Société et de lui accorder décharge pour l'exercice de son mandat à compter de la date de sa nomination comme gérant B de la Société jusqu'à la date des présentes.

Troisième résolution

Il est décidé de transférer le siège de direction effective et de contrôle, la place principale de ses activités et l'adresse des bureaux de la Société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et, par conséquent, de rappeler, d'approuver et ratifier, autant que nécessaire, les décisions prises par résolutions écrites des gérants de la Société prises le 17 décembre 2007 et décidant de (i) transférer le siège de direction effective et de contrôle de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, de transférer les activités commerciales de la Société au Luxembourg et de les clôturer aux Pays-Bas, (ii) de clôturer le compte bancaire de la Société aux Pays-Bas et de terminer tout contrat de location et tous autres contrats ou accords qui ont été conclus par la Société

relativement à sa gestion et à l'adresse des bureaux de la Société aux Pays-Bas, (iii) de transférer ses bureaux, ses livres comptables et documents sociaux au Grand-Duché de Luxembourg, (iv) d'ouvrir un compte bancaire au nom de la Société au Luxembourg et de transférer tout solde existant sur tous les comptes bancaires détenus par la Société aux Pays-Bas sur le compte bancaire de la banque sus-visée au Luxembourg.

Quatrième résolution

Il est décidé que la Société se continue au Grand-Duché du Luxembourg, sous la forme d'une société à responsabilité limitée luxembourgeoise étant entendu que la Société continuera d'être considérée sous le droit hollandais comme étant une société hollandaise valablement constituée.

Cinquième résolution

Il est décidé de modifier les statuts de la Société afin de les mettre substantiellement en conformité avec les lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables aux sociétés à responsabilité limitée luxembourgeoises ainsi qu'avec les lois des Pays-Bas applicables à une «besloten vennootschap» conformément au projet d'acte modificatif des statuts rédigé par Houthoff Buruma (l'«Acte Modificatif») et d'autoriser tout membre du conseil de gérance de la Société, ainsi que tout employé, (candidat) notaire de droit civil et tout avocat du cabinet d'avocats HOUTHOFF BURUMA N.V., chacun d'eux individuellement, pour demander le Certificat Ministériel de Non-Objection et pour signer l'Acte Modificatif. En outre, il est décidé de ratifier la présente version des statuts de la Société dont les termes sont reproduits ci-après:

«Nom et Siège social

Art. 1^{er}.

1. La société est une société à responsabilité limitée.
2. Le nom de la société est: CLOWNSVIS B. V.
3. Elle a son siège social sis à Amsterdam, Pays-Bas.

A compter de la date des présentes, la société a son siège de direction effective et de contrôle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège de direction effective et de contrôle pourra être transféré à l'intérieur de la municipalité de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis au Luxembourg ou à l'étranger par décision du conseil de gérance.

4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Objets

Art. 2. L'objet de la société est de:

- a. constituer, participer d'une quelconque manière à la gestion, à la supervision, à l'administration et à la promotion de toutes entreprises, affaires ou sociétés;
 - b. financer des entreprises et des sociétés;
 - c. emprunter, prêter, lever des fonds, et ce compris, émettre des reconnaissances de dette ou d'autres titres ou instruments de dette ainsi que de conclure des conventions y relatives;
 - d. fournir des conseils et rendre des services aux entreprises et aux sociétés avec lesquelles la société forme un groupe ainsi qu'aux tiers;
 - e. octroyer des garanties, engager la société et mettre en nantissement ses actifs relativement à des obligations prises par des sociétés et entreprises avec lesquelles la société forme un groupe ainsi que pour le compte de tiers;
 - f. acquérir, aliéner, gérer et exploiter les actifs enregistrés ainsi que tout élément d'actifs en général;
 - g. négocier des devises, des titres et des éléments d'actifs en général;
 - h. développer et négocier des brevets, des marques de fabrique, des licences, du savoir faire et tout autre droit de propriété industrielle;
 - i. réaliser toutes opérations industrielles, financières ou commerciales;
- ainsi que toutes activités se rapportant à ces éléments, relatives ou utiles à ceux-ci, au sens le plus large du mot.

Capital et Parts sociales

Art. 3.

1. Le capital social libéré et autorisé est fixé à 18.001,- EUR (dix huit mille un euros), divisé en 18.000 (dix-huit mille) parts sociales de catégorie A et 1 (une) part sociale de catégorie B, avec une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune (ensemble ci-après défini comme «parts sociales»).
2. L'émission de parts sociales ne pourra être effectuée que suivant une résolution de l'assemblée générale des associés et suivant les termes et conditions décidés par celle-ci.
Pour l'émission d'une part sociale, il sera nécessaire d'obtenir un acte signé à cet effet en présence d'un notaire, lequel acte mentionnera les parties à l'acte.
3. Les parts sociales devront être entièrement libérées au moment de leur souscription.
4. Lors de l'émission de parts sociales, la société n'est pas autorisée à souscrire ses propres parts sociales. Sans préjudice des dispositions légales applicables, la société peut cependant racheter ses propres parts sociales.

5. Le rachat par la société de parts sociales détenues par elle-même dans son propre capital social pourra être effectué suivant une résolution de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et suivant les termes et conditions décidés par celle-ci.

6. Dans la mesure où les lois applicables le permettent, le pouvoir d'accorder tous droits de vote à ceux qui disposent d'un droit d'usufruit ou de nantissement sur les parts sociales a été exclu.

Registre des associés

Art. 4.

1. Les parts sociales seront nominatives et devront être par conséquent numérotées.

Aucun certificat de parts sociales ne sera émis.

2. Le conseil de gérance conservera dans les bureaux de la société un registre contenant les noms et adresses de tous les associés, qui devra indiquer la date d'acquisition des parts sociales, la date de reconnaissance ou de notification de la cession, le montant payé pour chaque part sociale, ainsi que toute autre information requise par la loi. Chaque associé transmettra son adresse au conseil de gérance par écrit.

3. Toute inscription enregistrée dans le registre doit être signée par un gérant; le registre doit être régulièrement mis à jour.

Cession de parts sociales

Art. 5.

1. La cession d'une part sociale ou d'un droit limité sur celle-ci sera par ailleurs effectué par acte passé par-devant notaire à cet effet et dans lequel seront mentionnées les parties en présence.

2. Les droits attachés aux parts sociales ne pourront seulement être exercés qu'une fois que la société aura reconnu la transaction légale ou après qu'un acte de cession aura été notifié à la société ou alternativement après sa reconnaissance faite par la société suite à l'inscription de ceux-ci au registre des associés.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, la reconnaissance de la cession est effectuée dans l'acte lui-même ou alternativement après la soumission d'une copie de l'acte notarié ou d'un extrait de l'acte de transfert à la société; dans ce dernier cas, la société fera une déclaration sur le document soumis qui contiendra une date fixe. La notification de la cession sera effectuée au moyen d'une copie notariée ou d'un extrait de l'instrument de cession notifié à la société.

4. La société, qui a été informée d'une transaction juridique mentionnée au paragraphe 2 de cet article, est autorisée, aussi longtemps qu'elle n'a pas été requise de reconnaître la transaction juridique et aussi longtemps que l'acte de transfert ne lui a pas été notifié, à reconnaître cette transaction de son plein gré en inscrivant dans le registre des associés le nom de la personne à qui la part sociale ou le droit limité a été transféré. Ceci doit être communiqué immédiatement aux parties impliquées dans la transaction juridique au moyen d'une lettre recommandée dans laquelle la société requiert des parties sus-mentionnées de soumettre subséquentement une copie ou un extrait tel que mentionné au paragraphe 3 du présent article. Après l'avoir reçu, la société inscrira une déclaration sur pareil document prouvant sa reconnaissance, de la manière mentionnée au paragraphe 3 du présent article, prescrit pour sa reconnaissance; la date de l'inscription sera considérée comme étant celle de la reconnaissance.

Restrictions à la cession de parts sociales

Art. 6.

1. Afin d'être valable, tout transfert de parts sociales requiert le consentement de l'assemblée générale des associés de la société conformément aux prescriptions du présent article.

Aucun consentement n'est nécessaire si:

- tous les associés ont approuvé le transfert envisagé par écrit, lequel accord demeure valable pendant trois mois;
- l'associé est obligé par la loi de transférer ses parts sociales à un ancien associé;
- les parts sociales sont transférées à un autre associé de la société.

2. Un associé qui désire céder des parts sociales - aussi dénommé le candidat dans cet article - notifiera son intention au conseil de gérance par une lettre recommandée ou en échange d'un reçu, laquelle notification devra préciser le nombre de parts sociales qu'il désire céder ainsi que la ou les personnes à qui il souhaite les céder.

3. Le conseil de gérance sera obligé de convoquer et de tenir une assemblée générale dans un délai de six semaines à partir de la date de réception de la notification mentionnée au précédant paragraphe. Le contenu de cette notification sera mentionné dans la convocation.

4. L'assemblée générale ne peut décider d'accepter une cession qu'à la majorité des trois quarts des votes exprimés, représentant au moins les trois quarts du capital social émis. Dans l'hypothèse où une résolution ne pourrait être adoptée faute de remplir les conditions énoncées à la première phrase, une seconde assemblée pourra être convoquée, laquelle ne pourra valablement adopter les résolutions que si les mêmes conditions sont réunies.

5. Si l'assemblée générale accorde l'autorisation requise, la cession doit intervenir suivant un délai de trois mois.

6. Si:

- a. aucune assemblée telle que mentionnée au paragraphe 3 n'a été tenue dans les délais imposés par ce paragraphe;
- b. au cours de l'assemblée générale, aucune décision n'a été adoptée en rapport avec la demande d'approbation;
- c. cet accord a été refusé, sans que l'assemblée générale ait informé le candidat, simultanément au refus, que une ou plusieurs parties intéressées qui se sont portées acquéreurs de toutes les parts sociales auxquelles se rapporte la demande de consentement, par un paiement en numéraire, l'accord requis sera considéré comme acquis et, dans le cas mentionné sous (a), sera considéré comme acquis au dernier jour duquel l'assemblée générale aurait dû être tenue.

7. A moins que le candidat et la partie ou les parties intéressées désignées par l'assemblée générale et acceptées par lui s'accordent différemment sur le prix d'achat ou la détermination du prix d'achat, le prix d'achat des parts sociales sera déterminé par un expert, nommé sur requête de la partie la plus diligente par le président de la Chambre du Commerce dans la juridiction ou la commune dans laquelle, le cas échéant, la société a son lieu de gestion.

8. Le candidat conserve le droit de se retirer, jusqu'à la fin du mois suivant la communication faite à lui par écrit de la détermination dudit prix.

9. Le coût de la détermination du prix d'achat sera supporté:

- a. par le candidat s'il se retire;
- b. par le candidat et par l'acheteur ou les acheteurs chacun pour moitié si les parts sociales sont achetées par les parties intéressées, étant entendu que chaque acheteur contribue en proportion du nombre de parts sociales achetées par lui;
- c. par la société pour les cas ne tombant pas sous (a) ou (b).

Gestion

Art. 7.

1. La société est composée d'un conseil de gérance composé d'au moins deux gérants.
2. L'assemblée générale des associés nomme les gérants et peut à tout moment, avec ou sans motif, suspendre ou révoquer chacun des gérants.
3. L'assemblée générale des associés peut décider, si elle le juge opportun, de la rémunération et des termes et conditions du mandat de chacun des gérants.
4. Une réunion du conseil de gérance peut être convoquée par tout membre du conseil de gérance par notification envoyée à tous les membres indiquant le jour, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que la nature des affaires à traiter.
5. Tout membre peut participer à une réunion du conseil de gérance en désignant un représentant par écrit ou par fax, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication approprié.
6. Sauf si les présents statuts le prévoient autrement, les décisions du conseil de gérance sont adoptées au minimum à la majorité simple des gérants présents ou représentés.

Les résolutions ou les décisions doivent être prises expressément, soit par une résolution circulaire, transmise par courrier ordinaire, courrier électronique ou télécopie, téléphone, téléconférence ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

Les résolutions circulaires approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion d'un conseil de gérance.

Une résolution écrite peut être consignée dans un acte unique ou en plusieurs actes au contenu identique.

Art. 8.

1. Sans préjudice des restrictions prévues par les statuts de la société, le conseil de gérance est en charge de la gestion de la société.
2. Le conseil de gérance a l'obligation d'agir en accord avec les directives de l'assemblée générale des associés établissant des lignes de conduites générales devant être suivies en matière de politique financière, sociale et économique ainsi qu'en matière de politique salariale de la société.
3. Le conseil de gérance doit obtenir l'accord de l'assemblée générale des associés pour toutes décisions relatives à la gestion de la société telles que spécifiées par ladite assemblée lors de résolutions adoptées à cet effet.
4. Si un gérant est indisponible ou empêché d'agir, la gestion de la société doit alors être confiée au(x) gérant(s) restant(s). Si aucun gérant n'est disponible ou capable d'agir, la gestion de la société doit être temporairement confiée à une personne nommée à cet effet par l'assemblée générale.

Représentation

Art. 9. Le conseil de gérance représente la société. Seuls les gérants agissant conjointement sont autorisés à représenter la société, laquelle sera liée par leur signature jointe.

Assemblées générales des associés

Art. 10.

1. Au moins une assemblée générale des associés doit être tenue par année, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice social.

2. Sans préjudice des dispositions des lois applicables, l'assemblée générale des associés sera convoquée par le conseil de gérance par courriers recommandés envoyés moyennant un préavis minimum de quinze jours n'incluant pas le jour de la convocation ni celui de l'assemblée.

3. Si les dispositions prévues par loi ou par les statuts de la société se rapportant à la convocation de l'assemblée, à la détermination de leur ordre du jour et à la mise à disposition pour examen des sujets portés à l'ordre du jour, ne sont pas remplies, il est toutefois possible d'adopter des résolutions valables, pourvu que la totalité du capital social souscrit soit représentée à l'assemblée en cause et que la résolution soit adoptée à l'unanimité.

Art. 11.

1. L'assemblée générale des associés décidera elle-même de la personne qui dirigera l'assemblée.

2. Chaque part sociale confère un droit de vote.

3. Dans la mesure où la loi n'impose pas une majorité qualifiée, toutes les résolutions seront adoptées à la majorité absolue des votes émis.

4. Le conseil de gérance conservera un registre des résolutions qui auront été adoptées. Ce registre restera ouvert pour examen à tout membre votant au siège de direction effective et de contrôle de la société. Sur requête, chacun d'eux peut recevoir une copie ou un obtenir un extrait du registre contre seul paiement du coût lié.

Art. 12. Les décisions des associés peuvent, au lieu d'être approuvées en assemblée générale des associés, être alternativement adoptées par voie de résolutions écrites, ce qui inclut par télégraphe, télécopie, télex, pourvu qu'elles soient adoptées à l'unanimité par tous les associés autorisés à voter et pourvu que le nombre d'associés ne dépasse pas vingt-cinq (25).

Année financière, Comptes annuels et Distribution des bénéfices

Art. 13.

1. L'exercice social correspond à l'année civile.

2. Chaque année, le conseil de gérance arrêtera les comptes annuels de la société au dernier jour de chaque exercice social et établira endéans un délai de cinq mois lesdits comptes annuels consistant en un bilan, un compte de pertes et profits et des annexes. Le conseil de gérance doit endéans ce délai également soumettre un rapport annuel. Les comptes annuels seront signés par tous les gérants; si une signature manque, mention en sera faite sur les comptes annuels, en y indiquant les raisons.

3. L'assemblée générale des associés doit ratifier et adopter les comptes annuels. L'adoption des comptes annuels ne décharge pas un membre du conseil de gérance. L'assemblée générale peut décharger un membre du conseil de gérance par une résolution séparée.

Art. 14.

1. Les profits, tels que reflétés dans les comptes annuels ratifiés et adoptés, demeureront à la disposition de l'assemblée générale des associés.

2. Chaque année, au moins un vingtième des bénéfices nets sera alloué à un compte de réserve non distribuable. Le prélèvement cessera quand la réserve aura atteint un montant équivalent à un dixième du capital social libéré, mais redeviendra obligatoire si cette réserve devait descendre en dessous du seuil de ce dixième.

3. La société aura seulement alors le pouvoir de procéder à des distributions aux associés et à d'autres personnes autorisées, sur base des bénéfices qui remplissent les conditions pour être distribués, pour autant que les fonds propres de la société restent supérieurs à la part du capital social qui a été libérée, additionnée des réserves qui doivent être maintenues conformément aux dispositions légales.

4. L'assemblée générale des associés, sous réserve de ce qui est prévu au troisième paragraphe ci-dessus et sous réserve des prescriptions légales applicables, disposera à la majorité de vote prévue pour la distribution de dividendes du pouvoir de procéder au versement d'un ou plusieurs dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours sur la base d'un extrait de compte préparé par le conseil de gérance, démontrant que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants.

5. La distribution des bénéfices aura lieu après confirmation et approbation des comptes annuels, montrant qu'une telle distribution est autorisée.

Liquidation et Dissolution

Art. 15.

1. L'assemblée générale des associés peut en tout temps décider de dissoudre et de liquider la société.

2. La liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs, nommé(s) par l'assemblée générale en accord avec les prescriptions légales applicables.

3. L'assemblée générale des associés décidera de la rémunération des liquidateurs.

4. Pendant la dissolution, les statuts de la société devront, pour autant que faire se peut, rester en vigueur.

Le solde subsistant après paiement des dettes sera transféré aux associés proportionnellement aux parts sociales qu'ils détiennent.»

Sixième résolution

L'associé unique reconnaît que la description et la consistance de l'actif et du passif de la Société résultent d'un bilan intermédiaire qui a été communiqué au notaire en date des présentes. Une copie dudit bilan intermédiaire, signée ne varietur par le mandataire de l'associé représenté et du soussigné notaire restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

L'associé unique déclare que tous les actifs et passifs de la Société, sans limitation, demeurent la propriété intégrale de la Société qui continue à être liée par ses responsabilités et ses engagements.

Evaluation: L'associé unique déclare que la valeur totale de l'actif et du passif de la Société est au moins égale au capital social émis de la Société, soit 18.001,- EUR (dix-huit mille et un euros), représenté par 18.000 (dix-huit mille) parts sociales de catégorie A et par 1 (une) part sociale de catégorie B, avec une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune.

L'associé unique déclare qu'il détient toutes les parts sociales de la Société.

Septième résolution

Il est décidé de nommer M. Carl Speecke, avec adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, né le 5 mars 1964 et M. Benoît Nasr, avec adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, né le 26 mai 1975, en qualité de gérants de la Société, pour une période indéterminée, ceux-ci ayant été informés préalablement de leur possible nomination, ont accepté leurs fonctions aux termes d'une lettre d'acceptation et ont déclaré mener à bien, en toute bonne foi, leurs fonctions et devoirs.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé de;

- M. Abilio Diniz;
- M. Carl Speecke; et
- M. Benoît Nasr.

La Société sera liée par la signature jointe de tous les gérants.

Estimation des coûts

Les coûts, dépenses, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ € 8.000,-.

Pour ce qui concerne la fiscalité d'enregistrement, le présent transfert du lieu de direction effective et de contrôle de la Société au Luxembourg n'est pas sujet au droit contributif au pro rata conformément à l'article 3-2 de la loi de décembre 1971.

La Société a été exemptée du droit contributif au pro rata conformément à la législation fiscale hollandaise.

Aucun autre point n'ayant à être porté à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

A la suite de laquelle, le présent acte notarié a été signé à Luxembourg au jour indiqué au début du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le soussigné notaire qui comprend et parle anglais déclare que, sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la personne présente, en cas de divergence entre le texte anglais et la traduction française, la version anglaise prévaudra.

Signé: L.-A. Takerkart, B. Moutrier.

Enregistré à Esch/Al., le 20 décembre 2007, Relation: EAC/2007/16247. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 2 janvier 2008.

B. Moutrier.

Référence de publication: 2008006041/272/657.

(080000719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Dalupa Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 107.753.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008005887/43/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, réf. LSO-CL06301. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Pegasus Management Holdings, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 64.001.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 octobre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2007.

PEGASUS MANAGEMENT HOLDINGS

EQUITY TRUST CO. (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008005889/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 21 décembre 2007, réf. LSO-CL06167. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Intrawest Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. INTRAWEST Luxembourg S.A.).

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 63.994.

In the year two thousand and seven, on the fifteenth of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg,

There appeared INTRAWEST EUROPE HOLDINGS S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered at the Luxembourg commercial register under number R.C.S. Luxembourg B 111 267, being the sole shareholder of INTRAWEST LUXEMBOURG S.A. (the «Company»), a société anonyme having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered at the Luxembourg commercial register under number R.C.S. Luxembourg B 63 994, incorporated by deed of notary Jean-Joseph Wagner on 3rd April 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») n ° 483 of 1st July 1998. The articles of incorporation have been amended last on 21st February 2007 by deed of Notary Joseph Elvinger, published in the Mémorial n ° 1959 on 12 September 2007,

represented by M^e Toinon Hoss, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 12 November 2007.

The appearing party declared and requested the notary to state that:

1. The entire issued share capital represented by one hundred and forty million five hundred and twenty thousand (140,520,000) shares is held by the sole shareholder

2. The sole shareholder is represented by proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the sole shareholder so that the decisions can be validly taken on all items of the agenda.

3. The agenda is as follows being understood that all the items of the agenda are interrelated and shall form one single resolution:

A) To transform the Company by converting its form from a société anonyme into a société à responsabilité limitée while acknowledging and approving the report by the Board of Directors on the net asset value of the Company.

B) To amend the nominal value of the shares and bringing it to fifty U.S.dollars (USD 50) per share by commingling twenty-five (25) shares of a nominal value of two U.S.dollars (USD 2) into one (1) share of fifty U.S. dollars (USD 50) each so that the issued share capital of the Company of two hundred eighty-one million forty thousand U.S. dollars (USD 281,040,000) is represented by five million six hundred and twenty thousand eight hundred (5,620,800) shares (parts sociales) with a nominal value of fifty U.S. dollars (USD 50) each.

C) To amend and restate the articles of incorporation of the Company in order to in particular adapt them to the new form of the Company, substantially in the form as set out in the proxy, the proxy holder being expressly authorised and empowered to make and agree to such changes and amendments as deemed appropriate.

D) To terminate the mandate of David Brooks as director of the Company; to recompose and appoint as new class A and new class B managers of the board of managers of the Company for an undetermined period of time with such signature powers as set forth in the restated articles as follows:

Class A Managers:

- Linda Priest, Certified Public Accountant, born on 6 August 1955 in Pasadena, California, USA, with professional address 200 Burrard Street - Suite 800, Vancouver, BC, Canada V6C 3L6;
- David Eric Stiepleman, lawyer, born on 23 July 1971 in New York, New York, USA, with professional address at 1345, Avenue of The Americas, New York, NY 10105;

Class B Managers:

- Aidan Foley;
- Georges Gudenburg.

E) To confirm that five million six hundred twenty thousand eight hundred (5,620,800) shares (parts sociales) in issue of the Company are held by INTRAWEST EUROPE HOLDINGS S.à r.l., a société à responsabilité limitée under Luxembourg law with registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered with the commercial register under number RCS Luxembourg B 111 267.

The above being approved the Meeting unanimously took the following resolution:

Sole resolution

It is resolved that all the items of the agenda shall constitute one single resolution.

It is resolved to transform the Company by converting its form from a société anonyme into a société à responsabilité limitée.

The sole shareholder acknowledged and approved the report twelve November 2007 by the board of directors of the Company in relation with the net asset value of the Company the conclusion of which reads as follows:

«In view of the above the Board of Directors confirms that nothing has come to its attention which would lead it to believe that the net assets of the Company are not at least equal to the number and value of the shares to be issued by the Company upon its transformation into a société à responsabilité limitée and the reclassification of its one hundred and forty million five hundred and twenty thousand (140,520,000) shares into five million six hundred twenty thousand eight hundred shares of a société à responsabilité limitée (parts sociales).»

It is resolved to amend the nominal value of the shares and bringing it to USD 50 per share by commingling twenty-five (25) shares of a nominal value of two U.S.dollars (USD 2) into one (1) share of fifty USD (USD 50) each so that the issued share capital of the Company of two hundred eighty-one million and forty thousand U.S. dollars (USD 281,040,000) is represented by five million six hundred and twenty thousand eight hundred (5,620,800) shares (parts sociales) with a nominal value of fifty U.S. dollars (USD 50) each.

It is then resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company as set out hereafter, in order to adapt them to the new form of the Company as set forth below.

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name INTRAWEST LUX-EMBOURG S.à r.l. (the «Company») is hereby formed by the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents, trademarks or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets. The Company may lend or borrow with or without collateral.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an

extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital is set at two hundred eighty-one million and forty thousand U.S. dollars (USD 281,040,000) consisting of five million six hundred and twenty thousand eight hundred (5,620,800) shares (parts sociales) with a nominal value of fifty U.S. dollars (USD 50) each and each with equal rights and obligations. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong to.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the signature of the sole manager in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the signature of anyone of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of two class A managers or by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole

signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager if there is only one manager, by the board of managers or any two of the managers or, in the event of classes of managers, by the joint signature of two class A managers in any case or by the joint signature of one class A manager and one class B manager (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing 100% of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st July of each year and ends on 30th June of the next year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

It is resolved to terminate the mandate of David Brooks as director.

The sole shareholder noted that Messrs Aidan Foley and Georges Gudenburg referred to below have been members of the board of directors of the Company prior to its transformation into a société à responsabilité limitée.

It is resolved to appoint the following persons as class A manager to the board of managers of the Company for an unlimited period of time:

- Linda Priest, Certified Public Accountant, born on 6 August 1955 in Pasadena, California, USA, with professional address at 200 Burrard Street - Suite 800, Vancouver, BC, Canada V6C 3L6;

- David Eric Stiepleman, lawyer, born on 23 July 1971 in New York, New York, USA, with professional address at 1345, Avenue of The Americas, New York, NY 10105

The sole shareholder resolved to confirm the appointment of and to reappoint as class B managers to the board of managers of the Company the following persons for an unlimited time:

- Georges Gudenburg; and
- Aidan Foley

The sole shareholder confirms that five million six hundred twenty thousand eight hundred (5,620,800) shares (parts sociales) in issue in the Company are held by INTRAWEST EUROPE HOLDINGS S.à r.l., a société à responsabilité limitée under Luxembourg law with registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg and registered with the commercial register under number RCS Luxembourg B 111 267.

There being nothing further on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, the minutes of the Meeting are drafted in English followed by a French translation. In the event of a conflict between the French and the English version, the English version shall prevail.

This deed is made in Luxembourg on the day beforementioned.

Upon reading the minutes of the Meeting, the appearing party and the notary signed this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le quinzième jour du mois de novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

INTRAWEST EUROPE HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 111 267, étant l'associé unique de INTRAWEST LUXEMBOURG S.A. (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, et inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro RCS B 63 994, constituée le 3 avril 1998 par acte du notaire Jean-Joseph Wagner, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 483 du 1^{er} juillet 1998. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 21 février 2007 suivant acte reçu du notaire Joseph Elvinger, publié au Mémorial numéro 1959 du 12 septembre 2007,

représentée par M^e Toinon Hoss, maître en droit, résident à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 12 novembre 2007.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. La totalité du capital social représentée par cent quarante million cinq cent vingt mille parts sociales (140,520,000) est détenu par l'associé unique.

2. L'associé unique est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales sont représentées à cette décision extraordinaire de l'associé unique de sorte que toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour.

3. L'ordre du jour est le suivant, étant entendu que tous les points à l'ordre du jour sont interdépendants et ne forment qu'une seule résolution:

A) De transformer la Société en modifiant sa forme d'une société anonyme en société à responsabilité limitée tous en confirmant et en approuvant le rapport du Conseil d'Administration sur la valeur de la Société.

B) De modifier la valeur nominale des parts sociales et de l'amener à cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50) par part sociale en réunissant vingt-cinq (25) parts sociales d'une valeur nominale de deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2) en une (1) part sociale de cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50) chacune afin que le capital social de la Société de deux cent quatre-vingt et un million et quarante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 281.040.000) est divisé en cinq million six cent vingt mille huit cents (5.620.800) parts sociales avec une valeur nominale de cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50) chacune.

C) De modifier et faire une refonte complète des statuts de la Société afin de, en particulier, les adapter à la nouvelle forme de la Société en la forme substantiellement telle qu'elle est incluse dans la procuration, le mandataire étant expressément autorisé et ayant les pouvoirs de procéder et de donner son accord aux changements et modifications qui lui sembleront appropriées.

D) De terminer le mandat de David Brooks en tant qu'administrateur de la Société; de recomposer et de nommer en tant que nouveaux gérants de classe A et nouveaux gérants de classe B du conseil de gérance de la Société pour une durée indéterminée ayant les pouvoirs de signature tels que rédigés dans les statuts modifiés:

Gérants de classe A:

- Linda Priest, certified public accountant, née le 6 août 1955 à Pasadena, Californie, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 200 Burrard Street - Suite 800, Vancouver, BC, Canada V6C 3L6,
- David Eric Stiepleman, managing director, né le 23 juillet 1971 à New York, New York, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 1345 Avenue of The Americas - 46th Floor New York, NY 10105.

Gérants de classe B:

- Aidan Foley;
- Georges Gudenburg;

E) De confirmer que les cinq million six cent vingt mille huit cent (5,620,800) parts sociales émises de la Société sont tenues par INTRAWEST EUROPE HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce sous le numéro R.C.S. B 111 267.

Ce qui précède ayant été approuvé, l'assemblée, à l'unanimité, a adopté la résolution suivante:

Résolution unique

Il est décidé que tous les points à l'ordre du jour constituent une résolution unique.

Il est décidé de transformer la Société en modifiant sa forme d'une société anonyme en société à responsabilité limitée.

L'associé unique décide de confirmer et d'approuver le rapport du Conseil d'Administration daté au douze novembre 2007 en relation avec la valeur de façon à lire:

«En vue de ce qui précède le Conseil d'Administration confirme que rien n'est venu à son attention qui l'amènerait à croire que les avoirs de la Société ne sont pas au moins égaux au nombre et valeur des parts sociales à émettre par la Société lors de sa transformation en société à responsabilité limitée et reclassification de ses cent quarante million cinq cent vingt mille (140.520.000) actions en cinq million six cent vingt mille huit cent parts sociales d'une société à responsabilité limitée (parts sociales).»

Il est décidé de modifier la valeur nominale des parts sociales et de l'amener a cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50) en réunissant vingt-cinq (25) parts sociales d'une valeur nominale de deux dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 2) en une (1) part sociale de cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50) chacune afin que le capital sociale de la Société de deux cent quatre-vingt et un million et quarante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 281.040.000) sont divisé en cinq millions six cent vingt mille huit cents (5.620.800) parts sociales avec une valeur nominale de cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50) chacune.

Il est alors décidé de modifier et procéder à la refonte des les statuts de la Société tel que prévu ci-après en vue de les adapter à la nouvelle forme de la Société tel que prévu ci-après.

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les comparants et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de INTRAWEST LUXEMBOURG S.à r.l. (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, incluant les sociétés en commandite. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit, incluant l'acquisition et l'octroi de brevets concernant de tels droits de propriété intellectuelle

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. La Société peut prêter ou emprunter avec ou sans nantissement.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à deux cent quatre-vingt et un million et quarante mille dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 281.040.000) divisé en cinq million six cent vingt mille (5.620.000) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50) chacune ayant les mêmes droits et obligations. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

La Société peut, dans la mesure permis par la loi, acquérir ses propres parts sociales.

Art. 7. Gérance. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de la classe A et les gérants de la classe B. Toute classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Toutefois, au cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toute résolution du conseil de gérance ne pourra être valablement adoptée que si elle est approuvée par la majorité des gérants incluant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe de deux gérants de classe A ou par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de

classe B (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués, par le gérant unique, s'il n'y a qu'un seul gérant, par le conseil de gérance ou par deux gérants, ou s'il existe des classes de gérants, par la signature conjointe de deux gérants de classe A dans tous les cas ou par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants ne contractent aucune obligation personnelle du fait des dettes de la Société. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées Générales. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'entière responsabilité des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entière responsabilité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels pour la fin de l'année comptable de la Société.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligation si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribuée aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Il est décidé de terminer le mandat le David Brooks en tant qu'administrateur de la Société.

L'associé unique prend note de ce que Mr Aidan Foley et Mr Georges Gudenburg citées par après étaient membres du conseil d'administration de la Société avant sa transformation en société à responsabilité limitée.

Il est décidé de nommer comme Gérants de Classe A au conseil de gérance de la Société pour une durée indéterminée:

- Linda Priest, certified public accountant, née le 6 août 1955 à Pasadena, Californie, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 200 Burrard Street - Suite 800, Vancouver, BC, Canada V6C 3L6,

- David Eric Stiepleman, managing director, né le 23 juillet 1971 à New York, New York, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 1345 Avenue of The Americas - 46th Floor New York, NY 10105.

L'associé unique décide de confirmer la nomination et de renommer en tant que Gérants de Classe B au conseil de gérance de la Société les personnes suivantes pour une durée indéterminée:

- Georges Gudenburg, et

- Aidan Foley.

L'associé unique confirme que tous les cinq million six cent vingt mille huit cent (5,620,800) parts sociales émises de la Société sont tenues par INTRAWEST EUROPE HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce sous le numéro R.C.S. B 111 267.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour l'assemblée fut clôturée.

Le notaire signant, qui comprend et parle anglais, précise qu'à la demande des parties, le compte rendu de l'assemblée est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. En cas de conflit entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaut.

Dont acte, cet acte est fait au Luxembourg à la date prémentionnée.

Lecture faite, la partie comparante et le notaire ont signé cet acte.

Signé: T. Hoss, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2007, Relation: LAC/2007/35996. - Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): F. Schneider.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008005994/211/457.

(080000727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2008.

VF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 73.873.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2007.

VF LUXEMBOURG S.à.r.l.

F. W. J. J. Welman

Gérant

Référence de publication: 2008005890/683/16.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2007, réf. LSO-CL03797. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 79.955.

Le bilan et l'affectation des résultats au 30 juin 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Pour MIVNE TA'ASIYA (LUXEMBOURG) HOLDING S.A.

EQUITY TRUST CO. (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008005897/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07281. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

ESIM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.366.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2007.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008005899/1035/15.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07694. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Chernoye Morye Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 66, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 112.134.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la société en date du 30 novembre 2007

Le siège social de la société est transféré avec effet au 1^{er} décembre 2007 du 6, rue Adolphe Fischer, L-1520 Luxembourg au 66, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Luxembourg, le 6 décembre 2007.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008005898/631/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07356. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 79.955.

Le bilan et l'affectation des résultats au 30 juin 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Pour MIVNE TA'ASIYA (LUXEMBOURG) HOLDING S.A.

EQUITY TRUST CO. (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008005901/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07278. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

WestLB Orion Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.662.

—
STATUTES

In the year two thousand seven, on the thirteenth of December.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

WestLB AG, a public company limited by shares incorporated under the laws of Germany, and having its head offices at Herzogstrasse 15, 40217 Düsseldorf and Piusallee 7, 48147 Münster, and registered under numbers NRB42975 and HRB6400, operating through its branch located in London at Woolgate Exchange, 25 Basinghall Street, London EC2V 5HA, United Kingdom, registered in England and Wales as a branch under number BR001899,

here represented by Mr. Hinnerk Koch, with professional address at 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg and Mr. Frank Stoltz, with professional address at 32-34, boulevard de la Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 12, 2007.

Such proxy, after having been signed *in variatur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with this deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record that WestLB AG, London Branch is the sole shareholder of WestLB ORION LIMITED a limited liability company, having its registered office in Gibraltar, registered under number 98615 (the «Company») and incorporated on May 4, 2007.

Thereupon, the proxyholder, representing the sole shareholder of the Company and the Company, requested the notary to record that:

1. The registered office and the place of central administration of the Company are transferred from Gibraltar to Luxembourg, effective December 13, 2007.

2. The registered office and the central administration of the Company are set at 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

3. The transfer of the registered office and of the central administration of the Company from Gibraltar to Luxembourg is not subject to Luxembourg capital duty, by application of article 3 of the law of 29 December 1971 on the tax levied on contribution of capital to civil and commercial companies and amending certain legislative provisions governing the collection of registration duties and article 4 of the Directive 69/335/EEC concerning indirect taxes on the raising of capital.

4. The Company shall operate in Luxembourg under the laws applicable to a «société à responsabilité limitée».

5. The sole shareholder of the Company resolves to approve the opening balance sheet of the Company; such opening balance sheet will remain attached to the present deed.

6. The share capital of the Company amounts to ten thousand two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 10,250.-), divided into forty-one (41) shares, having all of a nominal value of two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 250.-), fully paid-up, and a share premium of four hundred and nineteen million four hundred thirty-one thousand one hundred seven Pounds Sterling (GBP 419,431,107.-) which is incorporated in a reserve at the free disposal of the Company.

7. The sole shareholder of the Company declares that the Company has own funds of four hundred and twenty-one million sixteen thousand eight hundred and fifty-seven Pounds Sterling (GBP 421,016,857.-) and which are, hence, exceeding the share capital of the Company as defined in article 6 of the following articles.

8. Having consented, the following persons are appointed as managers of the Company with effect as of December 13, 2007:

a) Miss Barbara Daroca, with professional address at 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg;

b) Mr. Marc Linnenbaum, with professional address at 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg;

c) Mr. Pascal Patz, with professional address at 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

9. As at the date hereof, the whole of the issued share capital of the Company is owned by WestLB AG, London Branch.

10. The sole shareholder of the Company decides to restate the Articles of Association of the Company as follows:

Articles of association

Art. 1. Form. The Company is a private limited liability company, governed by (i) the Luxembourg Company Law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (the «Law»); and (ii) these articles of association (the «Articles»).

Art. 2. Corporate purpose. The Company may:

- carry on business as a general purpose trading company with all necessary power to do all such things as are incidental or conducive to the carrying on of any business of the Company;

- carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition and disposal of interests in plant, machinery and equipment of all kinds, vessels, rolling stock, aircraft and vehicles of all kinds, merchandise, commodities, goods and produces of all kinds, and the administration, management, control and development of those interests, including, but not limited to, by way of leasing or sale and lease-back;

- borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- render assistance in any form, including but not limited to advances, loans, money deposits, credits, guarantees or granting of security to its affiliates;

- perform all commercial, technical and financial operations, if these operations are likely to enhance the above-mentioned objectives and to effect all transactions which are necessary or useful to fulfil its object as well as operations directly or indirectly described in this article;

- cease carrying on or wind-up any business activity of the Company and cancel any registration of and wind-up or procure the dissolution of the Company in any state or territory;

- distribute among the members in cash, specie or kind, any property of the Company, or any proceeds of sale or disposal of any property of the Company, subject to any sanction required by applicable law; and

- carry on any other activity and do anything of any nature which in the opinion of the board of managers of the Company in connection with the above, or may seem to the Company calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable all of any part of the Company's undertaking, property or assets or otherwise advance the interests of the Company or any of its members.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period.

Art. 4. Name. The Company's name is WestLB ORION LIMITED S.à r.l.

Art. 5. Registered Office and Central Administration.

5.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

5.2 The Company has its main office and the place of its central administration in Luxembourg.

5.3. The Address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

5.4. The registered office and the place of its central administration may be transferred to any other place by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

5.5. The Company may not have any other offices or branches, be it in Luxembourg or abroad.

Share capital

Art. 6. Corporate Capital.

6.1. The issued share capital of the Company is ten thousand two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 10,250.-), divided into forty-one (41) shares of two hundred and fifty Pounds Sterling (GBP 250.-) each (the «Shares»).

6.2. The share capital may be altered by a decision of the shareholders in general meeting, in accordance with article 14 of the Articles.

6.3. The Company may, subject to applicable laws, reduce and distribute any issued share capital, capital redemption reserve, any share premium account or other distributable reserve in any way, on the resolution of a majority of not less than three-fourths of such shareholders of the Company as (being entitled to do so) vote in person or by proxy (where applicable) at a general meeting of the Company in accordance with article 14.

Art. 7. Shares.

7.1. Each Share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

7.2. The Company shall not be obliged to recognise any interest in any share apart from the absolute right to the entirety of that share. Accordingly, joint owners of a share must appoint a sole person as their representative.

7.3. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

7.4. Each member, upon becoming the holder of any shares shall be entitled without payment to one certificate for all the shares of each class held by him. Every such certificate shall be issued by the Company under the Company seal or by the signature of any two managers or any one manager. Each share certificate shall specify the shares to which it relates, the distinguishing number, if any, of the shares and the amount paid up on the shares.

Art. 8. Transfer of shares.

8.1. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

8.2. In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

8.3 The instrument of transfer of a share shall be in any customary form or form which is otherwise approved by the managers.

Managers

Art. 9. Board of Managers («conseil de gérance»).

9.1. The Company is managed by a board of managers («conseil de gérance») of at least two managers («gérants»). The managers need not be shareholders. The managers will be appointed and removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of Shares.

9.2. Provided that he has disclosed to the managers the nature and extent of any material interest of his, a manager, notwithstanding his office:

- may be a party to, or otherwise interested in, any transaction or arrangement with the Company or in which the Company is otherwise interested;
- may be a manager or other officer of, or employed by, or a party to any transaction or arrangement with, or otherwise interested in, any body corporate promoted by the Company or in which the Company is otherwise interested; and
- shall not, by reason of his office, be accountable to the Company for any benefit which he derives from any such office or employment or from any such transaction or arrangement or from any interest in any such body corporate and no such transaction or arrangement shall be liable to be avoided on the ground of any such interest or benefit.

9.3. For the purposes of article 9.2, a general notice given to the managers that a manager is to be regarded as having an interest of the nature and extent specified in the notice in any transaction or arrangement in which a specified person or class of persons is interested shall be deemed to be a disclosure that the manager has an interest in any such transaction of the nature and extent so specified. An interest of which a manager has no knowledge and of which it is unreasonable to expect him to have knowledge shall not be treated as his interest.

Art. 10. Powers of the board of managers.

10.1. Subject as otherwise noted or referenced in these Articles, the managers will manage the business of the Company and may exercise all powers of the Company in respect of all acts and operations that are consistent with article 2. No alteration of the constitutional documents of the Company shall invalidate any prior act of the managers which would have been valid if that alteration had not been made.

10.2. A meeting of managers at which a quorum is present, may exercise all powers exercisable by the managers.

10.3. The managers may, by power of attorney or otherwise, appoint any person or persons to be the agent of the Company for such purposes and on such conditions as they may determine, including granting authority for the agent to delegate all or any of his powers.

10.4. The managers may delegate such of their powers to any committee of managers or any individual or group of managers as they consider desirable to be exercised by that individual or group. Any delegation may be made subject to any conditions the managers may impose and may be revoked or altered by them in writing at any time.

10.5. Without prejudice to article 10.4 above, the Company shall be bound by the joint signature of any two managers of the Company.

Art. 11. Meetings and decisions of the board of managers.

11.1. Subject to the provisions of the Articles, the managers may regulate their meetings as they see fit.

11.2. A meeting of the board of managers may be convened by any manager. Every manager shall receive notice of the meeting but a manager may waive the requirement for notice either prospectively or retrospectively and the requirement for notice will be deemed waived by all managers present or represented at a meeting held without prior notice.

11.3. The managers may appoint one of their number as the chairman of each meeting. Meetings of the board of managers are quorate if: (i) the chairman is physically present in Luxembourg; (ii) if a majority of the managers are present or represented at the meeting; and (iii) if those managers referred to at (ii) above are physically present in Luxembourg. If a manager is unable to attend a board of managers' meeting, he may give a written proxy to another manager who will

be physically present at the meeting in order for such proxyholder to vote in his name at the board of managers' meeting. No manager may hold more than one proxy for any board meeting.

11.4. Questions arising at a meeting shall be decided by a majority of votes. In the case of an equality of votes, the chairman shall have a second or casting vote.

11.5. One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

11.6. A written resolution, signed by all the managers entitled to receive notice of a meeting, is as proper, effectual and valid as though it had been passed at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held and may consist of a single or several documents in the like form each signed by one or more managers.

11.7. A manager may vote at any meeting of managers on any resolution concerning a matter in which he has, directly or indirectly, an interest or duty. The manager shall be counted in the quorum present at a meeting when any such resolution is under consideration and if he votes his vote shall be counted.

Art. 12. Minutes. The managers shall cause minutes to be made in books kept for the purpose: (i) of all appointments of officers made by the managers; and (ii) of all proceedings of meetings of the Company, of the shareholders and of the managers, including the names of the managers present at each such meeting.

Art. 13. Liability of Managers.

13.1 Every person who is or was a manager or other officer of the Company (other than any person (whether or not an officer of the Company) engaged by the Company as auditor) shall be and shall be kept indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses and liabilities incurred by him (whether in connection with any negligence, default, breach of duty or breach of trust by him or otherwise) in relation to the Company or its affairs.

13.2. Without prejudice to article 13.1 or to any indemnity to which a manager may otherwise be entitled and otherwise upon such terms and subject to such conditions as the managers may in their absolute discretion think fit, the managers shall have the power to make arrangements to provide a manager with funds to meet expenditure incurred or to be incurred by him in defending any criminal or civil proceedings or to enable a manager to avoid incurring any such expenditure.

Shareholder decisions

Art. 14. Shareholder Decisions.

14.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

14.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

14.3 However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. Proxy.

15.1. Votes may be given either personally or by proxy. A member may appoint more than one proxy to attend on the same occasion. Deposit or delivery of a form of appointment of a proxy does not preclude a member from attending and voting at the meeting or at any adjournment of it.

15.2. An instrument appointing a proxy shall be in writing in any usual form or in any other form which the managers may approve and shall be executed by or on behalf of the appointor. The managers may require the production of any evidence which they consider necessary to determine the validity of any appointment.

15.3. The form of appointment of a proxy will only be valid if such form of appointment (along with any authority under which it is executed (or suitably verified copy)) shall be left at or sent by post to the office or such other place as is specified in the notice convening the meeting or in any form of appointment of proxy sent out by the Company in relation to the meeting

15.4. A vote given by proxy or by the duly authorised representative of a corporation shall be valid notwithstanding the previous determination of the authority of the person voting or demanding a poll unless notice of the determination was received by the Company at its principal office in Luxembourg or, in the case of a proxy, any other place specified for delivery or receipt of the form of appointment of proxy before the commencement of the meeting.

15.5. A company which is a member may, without being obliged, by resolution of its managers or other governing body, authorise one or more persons to act as its representatives at a meeting or at a separate meeting of the holders of a class of shares (a «representative»). Each representative is entitled to exercise on behalf of the company (in respect of that part of the company's holding of shares to which the authorisation relates) those powers that the company could exercise if it were an individual member. The company is for the purposes of these Articles deemed to be present in person at a meeting if a representative is present. All references to attendance and voting in person shall be construed accordingly. A manager, the secretary or other person authorised for the purpose by the secretary may require a representative to produce a certified copy of the resolution of authorisation before permitting him to exercise his powers.

Financial year - balance sheet

Art. 16. Financial Year. The Company's financial year starts on December 13 and ends on December 12 of the following year.

Art. 17. Adoption of Financial Statements.

17.1. At the end of each financial year, the Company's accounts are to be established and audited and the board of managers is to prepare an «inventory» which includes an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

17.2. Each shareholder is entitled to inspect the above inventory and the balance sheet of the Company at the Company's registered office in Luxembourg.

Art. 18. Distribution Rights.

18.1. Subject to applicable laws, the balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company. The Company may, by the resolution of a majority of such shareholders of the Company as (being entitled to do so) vote in person or by proxy (where applicable) at a general meeting of the Company in accordance with article 14, declare distributions in accordance with the respective rights of the members.

18.2. The managers may pay interim dividends if it appears to them that they are justified by the profits of the Company available for distribution.

18.3. A general meeting declaring a dividend may, upon the recommendation of the managers, direct that it shall be satisfied wholly or partly by the distribution of assets and, where any difficulty arises in regard to such distribution, the managers may settle the same and in particular may issue fractional certificates and fix the value for distribution of any assets and may determine that cash shall be paid to any member upon the footing of the value so fixed in order to adjust the rights of members and may vest any assets in trustees.

18.4. No dividend or other moneys payable in respect of a share shall bear interest against the Company unless otherwise provided by the rights attached to the share.

Winding-up - Liquidation

Art. 19. Winding-up, Liquidation.

19.1. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

19.2. A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 20. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed to seven thousand euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille sept, le treize décembre.

Par-devant, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

WestLB AG; une société anonyme de droit allemand, ayant son siège social à Herzogstrasse 15, 40217 Düsseldorf et Piusallee 7, 48147 Münster, et enregistrée sous les numéros NRB42975 et HRB6400, agissant par sa succursale établie à Londres à Woolgate Exchange, 25 Basinghall Street, London EC2V 5HA, Royaume Uni, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro BR001899,

représentée par Monsieur Hinnerk Koch, ayant son adresse professionnelle au 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg et Monsieur Frank Stoltz, ayant son adresse professionnelle au 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 12 décembre 2007.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et du notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que WestLB AG, London Branch est l'associé unique de WestLB ORION LIMITED, une société à responsabilité limitée ayant son siège social à Gibraltar, enregistrée sous le numéro 98615 (la «Société»), et constituée le 4 mai 2007;

Le mandataire, représentant l'associé unique de la Société a requis le notaire d'acter que:

1. Le siège social et l'administration centrale de la Société sont transférés de Gibraltar au Luxembourg avec effet au 13 décembre 2007.
2. Le siège social et l'administration centrale de la Société sont établis au 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.
3. Le transfert du siège social et l'administration centrale de la Société de Gibraltar au Luxembourg ne donnera pas lieu au paiement de droits d'apport en application de l'article 3 de la loi du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement et de l'article 4 de la Directive 69/335/CEE du Conseil, du 17 juillet 1969, concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux.
4. La Société agira au Luxembourg sous la forme d'une société à responsabilité limitée.
5. L'associé unique de la Société décide d'approuver le bilan d'ouverture de la Société; lequel bilan d'ouverture restera annexé au présent acte;
6. Le capital social de la Société s'élève à dix mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 10.250,-), divisé en quarante et une (41) parts sociales ayant chacune une valeur nominale de deux cent cinquante livres sterling (GBP 250,-), entièrement libéré et une prime d'émission de quatre cent dix-neuf millions quatre cent trente-et-un mille cent sept livres sterling (GBP 419.431.107,-) allouée à une réserve à la libre disposition de la Société.
7. L'associé unique de la Société déclare que la Société a des fonds propres de quatre cent vingt et un millions seize mille huit cent cinquante-sept livres sterling (GBP 421.016.857,-) et qui excèdent ainsi le capital social de la Société tel que défini à l'article 6 des Statuts ci-dessous.
8. Ayant accepté leur nomination, les personnes suivantes sont nommés comme gérants de la Société avec effet au 13 décembre 2007:
 - a) Mademoiselle Barbara Daroca, ayant son adresse professionnelle au 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg;
 - b) Monsieur Marc Linnenbaum, ayant son adresse professionnelle au 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg;
 - c) Monsieur Pascal Patz, ayant son adresse professionnelle au 32-34, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.
9. A cette date, le capital social de la Société est entièrement détenu par WestLB AG, London Branch.
10. L'associé unique de la Société décide de refondre les Statuts de la Société comme suit:

STATUTS

Art. 1^{er}. Forme. La société est une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») régie par (i) la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la «Loi») et (ii) les statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Objet Social. La Société peut:

- exercer toutes activités commerciales avec tous les pouvoirs nécessaires pour faire tous les actes incidents ou contribuant à ces activités;
- effectuer toutes opérations ayant trait directement ou indirectement à l'acquisition ou à la disposition d'intérêts dans des unités de production, d'outils et d'équipements de production de toutes sortes, des navires, de matériel roulant, aéronefs et véhicules de tous types, marchandises, matières premières, biens, produits de toutes sortes, et à l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces intérêts, y compris, mais non limité à, par voie de leasing ou de location vente;
- emprunter de l'argent sous quelque forme que ce soit ou obtenir toute forme de crédits et élever des fonds, y compris, mais non limité à, par l'émission d'obligations, de billets à ordre et de tout autre titre de dettes, l'utilisation de produits dérivés ou autres;
- octroyer de l'assistance sous quelque forme que ce soit, y compris, mais non limité à, des avances, prêts, dépôts d'argent, crédits, garanties ou accorder des sûretés à ses filiales;
- effectuer toute opération commerciale, technique et financière, si ces opérations sont utiles à la réalisation de son objet tel que précédemment décrit et accomplir toute opération se rattachant directement ou indirectement à son objet;
- mettre un terme à toute activité commerciale ou liquider toute activité commerciale de la Société et annuler toutes les procédures de dissolution ou provoquer la dissolution de la Société dans tout pays ou territoire;
- distribuer parmi les associés en liquide, espèces ou autre, les biens de la Société, ou tous revenus issus de la ventes ou toute autre disposition de ses biens, sous réserve de n'importe quelles formalités exigées par loi applicable;
- exercer toute autre activité qui, selon les gérants, augmentera la valeur de tout ou partie de la Société, de ses biens ou propriétés, ou servira les intérêts de la Société ou de ses membres.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Nom. La Société aura le nom WestLB ORION LIMITED S.à r.l.

Art. 5. Siège Social et Administration Centrale.

- 5.1. Le siège social de la Société est fixé à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg.
- 5.2. La Société a son principal établissement ainsi que le lieu de son administration centrale à Luxembourg.
- 5.3. L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de Luxembourg-ville par simple décision du gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.
- 5.4. Le siège social et lieu de son administration centrale peuvent être transférés à tout autre endroit par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés.
- 5.5. La Société ne peut avoir d'autres bureaux ou succursales que ce soit au Luxembourg ou à l'étranger.

Capital social

Art. 6. Capital Social.

- 6.1. Le capital social de la Société est fixé à dix mille deux cent cinquante livres sterling (GBP 10.250,-), divisé en quarante et une (41) parts sociales ayant chacune une valeur de deux cent cinquante livres sterling (GBP 250,-) (les «Parts Sociales»).
- 6.2. Le capital social peut être modifié par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des Statuts.
- 6.3 La Société pourra, conformément aux lois applicables, réduire la réserve, tout compte de prime d'émission ou toute autre réserve distribuable de toutes les manières que ce soit, sur une résolution des associés de la Société représentant les trois quarts des droits de vote, autorisés à voter en personne ou par procuration (le cas échéant) à l'assemblée générale de la Société conformément à l'article 14 des Statuts.

Art. 7. Parts Sociales.

- 7.1. Chaque Part Sociale donne droit à son détenteur à une part des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre de Parts Sociales existantes.
- 7.2. La Société ne sera pas obligée de reconnaître de droits relatifs aux Parts Sociales, mis à part le droit absolu à l'entière de ces Parts Sociales. En conséquence, les propriétaires indivis d'une Part Sociale doivent désigner une seule personne qui les représente.
- 7.3. La Société ne peut pas être dissoute pour raison de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de l'associé unique ou de l'un des associés.
- 7.4 Chaque membre, en devenant le détenteur de n'importe quelles parts sociales, aura droit sans paiement à un certificat pour toutes les parts sociales de chaque classe détenues par lui. Chaque certificat sera émis par la Société sous le cachet de Société ou par la signature de n'importe quels des deux directeurs ou n'importe quel directeur. Chaque certificat de part sociale spécifiera les parts auxquelles il se rapporte, le numéro de distinction le cas échéant, et la quantité déjà libérée.

Art. 8. Cession de Parts Sociales.

- 8.1. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.
- 8.2. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.
- 8.3. L'instrument de transfert d'une part sociale sera établi dans une forme usuelle ou dans une forme approuvée par les gérants.

Gérants

Art. 9. Conseil de Gérance.

- 9.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux gérants. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants pourront être désignés et révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.
- 9.2 Un gérant, à condition qu'il ait révélé aux gérants la nature et l'étendue de tout intérêt matériel qu'il possède, et malgré sa fonction:
 - pourra être partie à ou avoir des intérêts dans toute transaction ou accord avec la Société ou dans lesquels la Société est intéressée;
 - pourra être gérant ou tenir d'autres fonctions, ou être employé par, ou partie à toute transaction ou accord avec, ou avoir des intérêts dans, toute personne morale promue par la Société ou dans laquelle la Société a des intérêts; et
 - ne devra pas, en raison de sa fonction, être redevable envers la Société pour tout bénéfice qu'il tirera d'une telle fonction ou d'une position ou de toute transaction ou arrangement ou de tout intérêt dans toute personne morale. Aucune transaction ou arrangement ne sera sujet à nullité en raison de ces intérêts ou bénéfices.
- 9.3 Pour les besoins de l'article 9.2, une notification générale donnée aux gérants selon laquelle un autre gérant devrait être considéré comme ayant un intérêt dans une transaction ou un contrat, tel que défini dans ladite notification, dans laquelle/lequel une personne ou une classe de personnes sont intéressées, sera considérée comme une révélation que le gérant a un intérêt dans une telle transaction de la nature et pour l'étendue spécifiée. Un intérêt dont un gérant n'aurait

pas connaissance et dont il ne serait pas raisonnable d'attendre de lui qu'il en ait connaissance ne permettra pas de conclure que ce gérant a un intérêt dans une transaction de la nature indiquée.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

10.1. Sous réserve de dispositions contraires dans les Statuts, les gérants conduiront les activités de la Société et auront tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tout acte et opération conformes à l'article 2. Aucune modification des statuts de la Société ne devra invalider des actes pris antérieurement à la modification et qui auraient été valides si la modification n'avait pas eu lieu.

10.2. Un conseil de gérance dont le quorum est atteint peut exercer tous les pouvoirs des gérants.

10.3. Les gérants peuvent par procuration désigner toute personne pour être l'agent de la Société pour effectuer toute opération dans les conditions qu'ils auront déterminées, y compris autoriser l'agent à déléguer tout ou partie des pouvoirs qui lui auront été conférés.

10.4. Les gérants pourront déléguer certains de leurs pouvoirs à un comité de gérants, à un gérant ou à un groupe de gérants. Toute délégation sera sujet aux conditions déterminées par les gérants et pourra être révoquée ou modifiée par écrit.

10.5. Sans préjudice des dispositions de la clause 10.4 ci-dessus, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants de la Société.

Art. 11. Réunions et Décisions du Conseil de Gérance.

11.1. Sous réserve d'autres dispositions des statuts, les gérants peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent.

11.2. Un conseil de gérance peut être convoqué par n'importe quel gérant. Chaque gérant devra recevoir une convocation à la réunion mais les gérants pourront valablement y renoncer par avance ou rétrospectivement. L'exigence d'une convocation tombera si tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion tenue sans convocation préalable.

11.3. Les gérants peuvent nommer l'un d'entre eux en tant que président de la réunion. Les réunions du conseil de gérance sont valablement réunies si: (i) le président est physiquement présent à Luxembourg; (ii) une majorité de membres sont présents ou représentés à la réunion; et (iii) si les gérants mentionnés au (ii) ci-dessus sont physiquement présents à Luxembourg. Si un gérant est dans l'incapacité d'être présent à une réunion du conseil de gérance, il peut délivrer une procuration écrite à n'importe quel autre gérant qui sera physiquement présent à la réunion de sorte que ce mandataire pourra voter en son nom à la réunion du conseil de gérance. Aucun gérant ne peut détenir plus d'une procuration par réunion.

11.4. Les décisions seront prises à la majorité. En cas d'égalité de voix, le président aura une seconde voix ou une voix décisive.

11.5. Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg, de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion.

11.6. Une résolution écrite, signée par tous les gérants ayant droit à une convocation, sera aussi correcte, effective et valable que si elle avait été passée lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs documents de forme identique signés par un ou plusieurs gérants.

11.7. Lors des conseils gérance, un gérant peut voter à toutes les résolutions concernant une question dans laquelle il a un intérêt ou une responsabilité direct(e) ou indirect(e). Le gérant sera compté dans le quorum de la réunion et son vote sera compté.

Art. 12. Minutes. Les gérants veilleront à ce que des minutes soient conservées: (i) de toutes les nominations de représentants faites par la Société; et (ii) des réunions de la Société, des réunions des associés et des conseils de gérants, en mentionnant les noms des gérants présents à ces réunions.

Art. 13. Responsabilité des Gérants.

13.1. Chaque personne qui est ou qui a été gérant ou représentant de la Société (autre que toute personne ayant été engagée comme auditeur, représentant de la Société ou non) sera indemnisée par la Société pour tous les coûts, charges, pertes, et responsabilités encourus par elle (en raison ou non d'une négligence, d'une faute, d'une violation de ses obligations, d'un abus de confiance ou autre).

13.2. Sans préjudice de l'article 13.1. et de toute indemnité à laquelle un gérant pourrait avoir droit, et sous réserve des conditions déterminées par eux dans leur absolue discrétion, les gérants auront le pouvoir de passer des accords pour allouer des fonds à un gérant qui couvriront toutes dépenses encourues par lui en raison de poursuites judiciaires ou pour lui éviter de telles dépenses.

Décision des associés

Art. 14. Décisions des Associés.

14.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

14.2. En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels à la participation qu'il détient dans le capital social de la Société.

14.3. Toutefois, et sous réserve des dispositions prévues par la Loi, des résolutions modifiant les Statuts ne pourront être adoptés que par la majorité des associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société.

Art. 15. Procuration.

15.1. Les votes pourront être exprimés personnellement ou par procuration. Un membre pourra donner plusieurs procurations pour une même assemblée. Le fait pour un membre de donner procuration ne l'empêche pas d'assister et de voter à l'assemblée ou aux ajournements.

15.2. Une procuration doit être faite par formulaire écrit et présentée la forme habituelle ou toute autre forme que les gérants approuveront et doit être exécutée par ou pour le compte de celui qui l'a donnée. Les gérants pourront exiger des preuves de la validité de la procuration.

15.3. La procuration et toute preuve d'autorité sous laquelle est constituée, ne sera valable que si elle est envoyée ou déposée dans les bureaux de la Société ou dans tout autre lieu précisé dans la convocation ou dans les formulaires de procuration envoyés par la Société pour la tenue de l'assemblée.

15.4. Un vote donné par une procuration ou par la personne représentant une autre personne morale sera valide malgré la détermination préalable des pouvoirs de la personne votant ou demandant le scrutin à moins que cette détermination ait été reçue par la Société à son établissement principal.

15.5. Une personne morale, associée de la Société, pourra par une résolution de son conseil de gérance mais sans y être obligée, autoriser une ou plusieurs personnes (un ou des «représentant(s)») à la représenter aux réunions ou à des réunions des détenteurs d'une certaine classe de parts sociales. Chaque représentant a le droit d'exercer pour le compte de la personne morale (pour les parts sociales détenues relatives à cette autorisation) les pouvoirs que la personne morale pourrait exercer si elle était une personne physique. La personne est considérée comme présente aux réunions si un représentant est présent. Toutes les références à la présence et au vote doivent être interprétées conformément à la présente disposition. Le gérant, le secrétaire ou toute autre personne autorisée par le secrétaire pourra exiger d'un représentant de produire une copie certifiée de la résolution de la personne morale le désignant avant de lui permettre d'exercer ses pouvoirs.

Exercice social - Compte annuel

Art. 16. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 13 décembre et se termine le 12 décembre de l'année suivante.

Art. 17. Résultats Sociaux.

17.1. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et audités, et le conseil de gérance prépare un inventaire qui comprend une indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

17.2. Tout associé est autorisé à prendre connaissance dudit inventaire et des bilans de la Société au siège social de la Société à Luxembourg.

Art. 18. Répartition des Bénéfices.

18.1. Sous réserve des lois applicables, le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société. La Société pourra, par résolution de la majorité de ses membres ayant le droit de vote à une assemblée générale, en personne ou, le cas échéant, par procuration, conformément à l'article 14, décider de distribuer des bénéfices en fonction des droits de chaque associé.

18.2. Les gérants pourront verser des dividendes intermédiaires, s'ils les jugent justifiées en fonction du montant des bénéfices distribuables de la Société.

18.3. Une assemblée générale distribuant des dividendes pourra sur la recommandation des gérants décider qu'il devra être satisfait entièrement ou en partie par la distribution d'actifs. Si une difficulté apparaît lors de cette distribution, les gérants pourront décider la même chose et en particulier pourront émettre des certificats fractionnés, fixer la valeur de toute distribution, déterminer que du liquide devra être versé aux associés dans le but d'ajuster leurs droits, et investir des biens dans des trustees.

18.4. Aucun dividende ou autres sommes versés pour des parts sociales ne donnera droit à des intérêts contre la Société, sauf mention contraire attachée aux parts sociales.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution - Liquidation.

19.1. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs nommé(s) par les associés qui détermineront leur pouvoir et rémunération.

19.2. Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation, en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus ou inconnus de la Société.

Loi applicable

Art. 20. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une stipulation spécifique par ces Statuts, il sera fait référence aux dispositions de la Loi.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte s'élèvent à sept mille euros.

Dont acte, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête de la partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Après lecture faite au mandataire du comparant, connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et domicile, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. Koch, F. Stoltz, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 décembre 2007. Relation: EAC/2007/15945. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 19 décembre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008005998/239/511.

(080001052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 79.955.

Le bilan et l'affectation des résultats au 30 juin 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

Pour MIVNE TA'ASIYA (LUXEMBOURG) HOLDING S.A.

EQUITY TRUST CO. (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008005902/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07275. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Atmer Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 107.511.

Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2007.

ATMER HOLDING S.à.R.L.

MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008005903/683/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07534. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Conceptual Minds S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 24, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 134.652.

—
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the third day of December,

Before Us Maître Emile Schlessler, notary public, residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

There appeared:

1.- ACTE CO. LIMITED, a company incorporated under the Laws of the British Virgin Islands, with registered offices in Tortola (British Virgin Islands), P.O box 3175, Road Town, registered at the Registrar of Companies of Tortola (British Virgin Islands) under number 318227,

here represented by Mrs Christine Picco, private employee, born in Hayange (France), on 5 March 1968, residing professionally in L-1148 Luxembourg, 24, rue Jean l'Aveugle,

by virtue of a proxy given under private seal on 15 November 2007,

which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the party appearing and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration,

2.- BIND CO. LIMITED, a company incorporated under the Laws of the British Virgin Islands, with registered offices in Tortola (British Virgin Islands), P.O Box 3175, Road Town, registered at the Registrar of Companies of Tortola (British Virgin Islands) under number 318226,

here represented by Mrs. Christine Picco, previously named,

by virtue of a proxy given under private seal on 15 November 2007,

which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the party appearing and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Said appearing parties, represented as stated hereabove, have established as follows the Articles of Incorporation of a company to be organized between themselves:

Art. 1. There is hereby formed a corporation (*société anonyme*) under the name of CONCEPTUAL MINDS S.A.

The registered office is established in Luxembourg.

If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

The corporation is established for an unlimited period.

Art. 2. The object of the corporation is:

- to set up, participate in, finance, manage and administer other undertakings;
- to operate in the field of international business, that is to say, to trade in, import and export all products - to the exclusion of engaging in the sale of any military material - and to provide services and advice in the field of finance, marketing and commerce, to the exclusion of any activity falling within the ambit of economic consultancy;
- to exploit intellectual rights and industrial property rights;
- to furnish guarantees, collateral and other types of security for the benefit of other companies and undertakings in the same group;
- in addition, the object of the Company shall be to acquire interests, in whatever form, in other companies, whether incorporated in Luxembourg or elsewhere, and to manage, monitor and enhance its holdings therein.

In particular, the Company may acquire any securities and rights by way of participation, contribution, subscription, underwriting or purchase option or in any other way, including *inter alia* the acquisition, management and/or enhancement of patents and licences, as well as engage in any operation directly or indirectly connected with its corporate object, in particular by borrowing on a secured or unsecured basis in any currency, by issuing bonds (which may also be convertible and/or subordinated) and debt securities, and by granting loans or guarantees to companies in which it has acquired an interest.

In addition, the Company may engage in any commercial, industrial or financial operations, whether relating to movable or immovable property, which relate directly or indirectly to its corporate object or which are capable of facilitating the attainment thereof, and may provide any services as an agent or commercial or industrial attorney, whether as a counterparty for its own account or by acting as a delegate or intermediary.

Art. 3. The corporate capital is fixed at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.00), divided into three thousand one hundred (3,100) shares with a par value of ten euro (EUR 10.00) each.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which Law prescribes the registered form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Art. 4. The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be reeligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining directors have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 5. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by Law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate all or part of its powers regarding the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more directors, managers or other officers; they need not be shareholders of the company.

The corporation is committed either by the joint signatures of two directors or by the individual signature of one delegate of the board.

Art. 6. The board of directors may elect a chairman; in the absence of the chairman, an other director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram, telex, telefax or e-mail, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex, telefax or e-mail.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

Delegation to a member of the board of directors is subject to a previous authorization by the general meeting.

The delegate(s) of the board is/are named for the first time by the extraordinary general meeting.

Art. 7. The corporation shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be reeligible; they may be removed at any time.

Art. 8. The corporations's financial year shall begin on the first of January and shall end on the thirty-first of December.

Art. 9. The annual general meeting shall be held at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the fifteenth day of June at 14.00.

If said day is a public holiday, the meeting shall be held the next following working day.

Art. 10. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The board of directors may decide that the shareholders desiring to attend the general meeting must deposit their shares five clear days before the date fixed therefore. Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Art. 11. The general meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

It shall determine the appropriation and distribution of net profits.

The board of directors is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by Law.

Art. 12. The Law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended, shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory disposition

1) The first fiscal year shall begin on the date of formation of the company and will end on the thirty-first of December two thousand and eight.

2) The first annual general meeting will be held in the year two thousand and nine.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

1.- ACTE CO. LIMITED, previously named, one thousand five hundred fifty shares	1,550
2.- BIND CO. LIMITED, previously named, one thousand five hundred fifty shares	1,550
Total: three thousand one hundred shares	3,100

All these shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.00) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at about two thousand euro (EUR 2,000.00).

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1.- The number of directors is set at three and that of the auditors at one.

2.- The following are appointed directors:

a) Mr. Patrick Haller, private employee, born in Joeuf (France), on 14 August 1964, residing professionally in L-1148 Luxembourg, 24, rue Jean l'Aveugle,

b) Mr. Martin Rutledge, chartered accountant, born in Antrim (United Kingdom), on 29 June 1950, residing professionally in L-1148 Luxembourg, 24, rue Jean l'Aveugle,

c) Mrs. Christine Picco, previously named,

3.- Has been appointed auditor:

ALEXANDER J DAVIES, a limited liability company, having its registered office in L-1148 Luxembourg, 24, rue Jean l'Aveugle, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg under section B and number 38.696.

4.- The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of the year two thousand and thirteen.

5.- The registered office of the company is established in L-1148 Luxembourg, 24, rue Jean l'Aveugle.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by an German translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English text will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsieben, den dritten Dezember,

Vor dem unterzeichneten Notar Dr. Emile Schlessler, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, 35, rue Notre-Dame,

Sind erschienen:

1.- ACTE CO. LIMITED, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht der Britischen Jungfrau Inseln, mit Gesellschaftssitz in Tortola (Britische Jungfrau Inseln), P.O box 3175, Road Town, eingetragen im «Registrar of Companies of Tortola» (Britische Jungfrau Inseln), unter Nummer 318227,

hier vertreten durch Frau Christine Picco, Angestellte, geboren Hayange (Frankreich), am 5 März 1968, beruflich wohnhaft in L-1148 Luxemburg, 24, rue Jean l'Aveugle,

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 15. November 2007.

2.- BIND CO. LIMITED, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht der Britischen Jungfrau Inseln, mit Gesellschaftssitz in Tortola (Britisch Jungfrau Inseln), P.O box 3175, Road Town, eingetragen im «Registrar of Companies of Tortola» (Britisch Jungfrau Inseln), unter Nummer 318226,

hier vertreten durch Frau Christine Picco, vorgenannt,

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 15. November 2007,

Welche Komparentinnen, vertreten wie vorerwähnt, die Satzung einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt festgelegt haben:

Art. 1. Unter der Bezeichnung CONCEPTUAL MINDS S.A. wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden; die Gesellschaft bleibt jedoch der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist:

- die Schaffung, Beteiligung, Finanzierung, Leitung und Verwaltung anderer Unternehmen;
- die internationale Geschäftsvertretung, d.h. der Handel, der Import und Export jeglicher Waren, mit Ausnahme des Verkaufs von Militärmaterial, sowie die Dienstleistung und Beratung im Finanz-, Marketing- und Handelsbereich, mit Ausnahme jeglicher in den Bereich der wirtschaftlichen Beratung fallenden Tätigkeit;
- die Nutzung von geistigen und gewerblichen Eigentumsrechten;
- die Bewilligung von Bürgschaften und anderen Sicherheiten zu Gunsten von anderen Gesellschaften und Unternehmen des gleichen Konzerns;
- Zweck der Gesellschaft ist des Weiteren der Erwerb von Beteiligungen in jeglicher Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, die Kontrolle und die Verwertung dieser Beteiligungen.

Sie kann insbesondere sämtliche Titel und Rechte mittels Einlage, Zeichnung, Option, Kauf oder sonst wie erwerben und unter anderem Patente und Lizenzen kaufen, diese verwalten und verwerten, sowie jegliche Geschäfte in direktem oder indirektem Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck tätigen, indem sie namentlich mit oder ohne Garantie und in jeglicher Währung Anleihen tätigt, mittels Ausgabe von Schuldverschreibungen, auch wandelbar und/oder nachrangig, und von kurzfristigen Schuldverschreibungen, oder indem sie Gesellschaften, an denen sie Beteiligungen hält, Darlehen oder Garantien gewährt.

Sie kann zudem sämtliche kommerziellen, industriellen, finanziellen, Wertpapier- oder Immobiliengeschäfte in direktem oder indirektem Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck, oder die dessen Erfüllung zu erleichtern vermögen, tätigen, sowie jegliche Vertretungsdienste oder Dienste als Handels- und/oder Industriebevollmächtigter, sei es durch Selbstkontrahierung, sei es indem sie als Vertreter oder Vermittler auftritt.

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,00) und ist eingeteilt in dreitausendeinhundert (3.100) Aktien zu je zehn Euro (EUR 10,00).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien aufgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Rat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können jederzeit abberufen werden.

Scheidet ein durch die Generalversammlung der Aktionäre ernanntes Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die auf gleiche Art ernannten verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden bestellen; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates wird zum ersten Mal durch die Hauptversammlung ernannt.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Die Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Genehmigung der Hauptversammlung.

Die Gesellschaft wird durch die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, wovon eine die des Delegierten des Verwaltungsrates sein muss, oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Der Delegierte und der Vorsitzende des Verwaltungsrates können zum ersten Mal durch die Hauptversammlung ernannt werden, welche unmittelbar nach der Gründung stattfindet.

Art. 6. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig, sie können beliebig abberufen werden.

Art. 7. Das Geschäftsjahr läuft vom ersten Januar bis zum einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 8. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am fünfzehnten Juni, um 14.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem andern, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 9. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen. Von dieser Anforderung kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht.

Art. 10. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse zu billigen.

Sie befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen, Vorschussdividende auszuzahlen.

Art. 11. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschliesslich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall dort, wo die vorliegende Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am einunddreissigsten Dezember zweitausendacht.

2. Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre zweitausendneun statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklären die Erschienenen die Aktien wie folgt zu zeichnen:

1.- ACTE CO. LIMITED, vorgeannt, eintausendfünfhundertfünfzig Aktien	1.550
2.- BIND CO. LIMITED, vorgeannt, eintausendfünfhundertfünfzig Aktien	1.550
Total: dreitausendeinhundert Aktien	3.100

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt; demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000,00), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr zweitausend Euro (EUR 2.000,00).

Ausserordentliche Hauptversammlung

Alsdann treten die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen und fassen, nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, einstimmig folgende Beschlüsse:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei, die der Kommissare auf eins festgesetzt.
- 2) Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

a) Herr Patrick Haller, Angestellter, geboren in Joeuf (Frankreich), am 14. August 1964, beruflich wohnhaft in L-1148 Luxemburg, 24, rue Jean l'Aveugle,

b) Herr Martin Rutledge, Steuerprüfer, geboren in Antrim (Vereinigtes Königreich), am 29. Juni 1950, beruflich wohnhaft in L-1148 Luxemburg, 24, rue Jean l'Aveugle,

c) Frau Christine Picco, vorgenannt.

3) Zum Kommissar wird ernannt:

ALEXANDER J DAVIES., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-1148 Luxemburg, 24, rue Jean l'Aveugle, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg unter Sektion B und Nummer 38.696.

4) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung des Jahres zweitausenddreizehn.

5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1148 Luxemburg, 24, rue Jean l'Aveugle.

Worüber Urkunde, Aufgenommen wurde in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung von allem Vorstehenden an die dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komparenten, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: C. Picco, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2007. LAC/2007/38843. - Reçu 310 euro.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Ausfertigung auf stempelfreiem Papier, zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Luxemburg, den 2. Januar 2008.

E. Schlessler.

Référence de publication: 2008006036/227/290.

(080000912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2008.

MAMERANUS Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 99.487.

Le bilan consolidé au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2008005904/657/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06857. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Right Management Consultants (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 19, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 39.128.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2008005909/657/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06852. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

J.P. Morgan Fonds (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 42.331.

DISSOLUTION

In the year two thousand and seven, on the twenty-ninth day of the month of January
Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

Appeared:

Matthieu Chambon, maître en droit, residing in Luxembourg (the «Proxy») acting as a special proxy of JPMorgan INTERNATIONAL FINANCE LIMITED, a corporation organized under the laws of the United States of America, having its registered office at 500 Stanton Christiana Road, Newark, Delaware 19713-2107, USA (the «Principal»),

by virtue of a proxy under private seal given on

24th January 2007 which, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The Proxy declared the following and requested the notary to act:

I. J.P. MORGAN FONDS (LUXEMBOURG) S.A. (the «Company»), having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered in the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg, section B number 42 331, has been incorporated by notary deed on 31st December 1992 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations on 3rd February 1993;

II. The Principal is the owner of five thousand (5,000) registered shares with a nominal par value of twenty-five euros (25 EUR) each representing the entire outstanding share capital of the Company;

III. The Principal declares that he has full knowledge of the financial standing and position of the Company;

IV. The Principal as the sole shareholder makes an explicit declaration to proceed with the dissolution of the Company;

V. The Principal declares that all the liabilities of the Company have been paid and that he has received or will receive all assets of the Company and the Principal acknowledges that he will assume all outstanding liabilities (if any) of the Company after its dissolution, and the Principal declares that consequently the liquidation of the Company is completed;

VI. The Company authorises the Principal and any authorised officers of the Principal to sign such other documents and deeds that may be required to dissolve the Company.

VII. The Principal gives discharge to all directors and the statutory auditor of the Company in respect of their mandate up to this date;

VIII. The shareholder's register and all the shares of the Company shall be cancelled; and

IX. The corporate books and accounts of the Company will be kept for a period of five years at the former registered office of the Company at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After the document had been read, the aforementioned Proxy signed the present original deed with me, the undersigned notary.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Suit la traduction du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-neuvième jour du mois de janvier

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Matthieu Chambon, maître en droit, demeurant à Luxembourg (le «Mandataire»);

agissant en sa qualité de mandataire spécial de JPMorgan INTERNATIONAL FINANCE LIMITED, une société de droit américain, ayant son siège social au 500 Stanton Christiana Road, Newark, Delaware 19713-2107, USA (le «Mandant»);

en vertu d'une procuration sous seing privé qui lui a été délivrée le 24 janvier 2007 laquelle, après avoir été signée *ne varietur* par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Le Mandataire a déclaré et a requis le notaire d'acter:

I. Que J.P. MORGAN FONDS (LUXEMBOURG) S.A. («la Société»), ayant son siège social au 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 42 331, a été constituée suivant acte notarié en date du 31 décembre 1992 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations le 3 février 1993;

II. Que le Mandant est le propriétaire de cinq mille (5.000) actions nominatives d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25 EUR) chacune, représentant l'entièreté du capital émis de la Société;

III. Que le Mandant déclare avoir parfaite connaissance de la situation financière et de l'état financier de la susdite Société;

IV. Que le Mandant en tant qu'actionnaire unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société;

V. Que le Mandant déclare que le passif de la Société a été apuré et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société et reconnaît qu'il sera tenu des obligations (s'il y en a) de la Société après sa dissolution et le Mandant déclare en conséquence que la liquidation de la Société doit être clôturée;

VI. Que la Société autorise le Mandant, ainsi que les délégués du Mandant dûment autorisés, à signer les documents et actes pouvant être requis pour dissoudre la Société.

VII. Que décharge pleine et entière est accordée par le Mandant aux administrateurs et au réviseur de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

VIII. Qu'il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société;

IX. Que les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans à son ancien siège social au 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le Mandataire prémentionné a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

A la demande du comparant, le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais et sur décision du comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: M. Chambon, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 2007, vol. 31CS, fol 78, case 11. — Reçu 12 euros.

Le receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008005993/211/82.

(080000999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2008.

Simon & Christiansen S.A., Ingénieurs Conseils, Société Anonyme.

Siège social: L-8303 Capellen, 85-87, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 55.631.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2008005910/657/13.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007, réf. LSO-CL06928. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Wings International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5465 Waldbredimus, 14, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 29.287.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour WINGS INTERNATIONAL SARL

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005914/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05185. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Votus Shipping International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 2, Am Broch.

R.C.S. Luxembourg B 58.046.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour VOTUS SHIPPING INTERNATIONAL S.A.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005915/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05183. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Cooper Finance Group, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 40.000,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 99.622.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Pour COOPER FINANCE GROUP

MERCURIA SERVICES S.A.

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2008005965/1005/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07718. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Jovialis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 80, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 50.934.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour JOVIALIS SARL

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005917/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05176. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

J.R.T. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8393 Olm, 4, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 88.279.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour JRT SARL

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005918/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05179. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Can't Stop, Société Anonyme.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Académie.

R.C.S. Luxembourg B 33.600.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008005936/5040/12.

Enregistré à Luxembourg, le 2 janvier 2008, réf. LSO-CM00220. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

La Milanese S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3510 Dudelange, 5-11, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 35.294.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour LA MILANESE SARL

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005919/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05180. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Piet Luys Industries S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 33.901.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour PIET LUYIS INDUSTRIES S.A.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005920/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05181. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

International Shipping House S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 2, Am Broch.

R.C.S. Luxembourg B 85.682.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour *INTERNATIONAL SHIPPING HOUSE S.A.*

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005921/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05174. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Indira S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8081 Bertrange, 32, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 122.667.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour *INDIRA S.à r.l.*

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005922/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05173. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

IBC-Worldwide International Business Consulting & Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5330 Moutfort, 110A, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 106.626.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour *IBC-WORLDWIDE INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTING & PARTNER Sàrl*

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005923/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05172. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Hôtel Restaurant de la Station S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6250 Scheidgen, 10, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 100.996.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour *HOTEL RESTAURANT DE LA STATION S.à r.l.*

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005926/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05170. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Garage Fumanti S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 12, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 10.295.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 27 décembre 2007.

Pour GARAGE FUMANTI S.à r.l.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

Référence de publication: 2008005928/598/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2007, réf. LSO-CL05155. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Red Cedar Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 71.226.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008005951/677/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2007, réf. LSO-CL07082. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.

Cooper Investment Group, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 40.000,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 99.627.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2007.

Pour COOPER INVESTMENT GROUP

MERCURIA SERVICES S.A.

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2008005966/1005/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, réf. LSO-CL07719. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080000567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2008.
